

MEMORIAL

Journal Officiel
du Grand-Duché de
Luxembourg



MEMORIAL

Amtsblatt
des Großherzogtums
Luxemburg

RECUEIL DES SOCIÉTÉS ET ASSOCIATIONS

Le présent recueil contient les publications prévues par la loi modifiée du 10 août 1915 concernant les sociétés commerciales et par loi modifiée du 21 avril 1928 sur les associations et les fondations sans but lucratif.

C — N° 68

11 janvier 2006

SOMMAIRE

Aker S.A., Wiltz	3222	deranven	3227
Almark, S.à r.l., Luxembourg	3226	i-CAP Luxembourg, S.à r.l., Luxembourg	3254
Art Dental, S.à r.l., Luxembourg	3264	L.C.C. Luxembourg Catering Company, S.à r.l., Remich	3263
Art Dental, S.à r.l., Luxembourg	3264	LaSalle Investment Management (Luxembourg), S.à r.l., Luxembourg	3263
Art Dental, S.à r.l., Luxembourg	3264	Linea Executive S.A., Luxembourg	3218
Art Dental, S.à r.l., Luxembourg	3264	Loca-Physio, S.à r.l., Redange	3220
Basell Funding, S.à r.l., Luxembourg	3250	Lux Forst Neises, S.à r.l., Niederanven	3251
Basell Funding, S.à r.l., Luxembourg	3251	M. Mutsch et Fils S.A., Troisvierges	3228
Basell International, S.à r.l., Luxembourg	3253	Mangrove Capital Partners S.A., Luxembourg	3228
Basell International, S.à r.l., Luxembourg	3254	Nacaza S.A.H., Luxembourg	3227
Bis 120 S.A.H., Luxembourg	3263	Nacaza S.A.H., Luxembourg	3227
Bis 120 S.A.H., Luxembourg	3263	Nacaza S.A.H., Luxembourg	3227
Boc No. 1, S.à r.l., Luxembourg	3232	Netadvisé, S.à r.l., Wiltz	3218
Cheming S.A., Luxembourg	3247	Orbite Communication S.A., Luxembourg	3248
Cheyne Special Situations Investments, S.à r.l., Luxembourg	3255	P.T. Investments S.A., Luxembourg	3227
Cheyne Special Situations Investments, S.à r.l., Luxembourg	3261	Packaging Technology Participation S.A.H., Luxembourg	3228
Connecting You, S.à r.l., Remich	3263	Pianta Chiropractic Services S.A., Luxembourg	3249
Damalisi S.A., Wiltz	3225	Pompes Funèbres Paul Brandenburger, S.à r.l., Esch-sur-Alzette	3232
Diffusion Saint-Paul S.A., Luxembourg	3247	Publilatina S.A., Luxembourg	3249
Eastpart S.A., Luxembourg	3247	Reprolux S.A., Luxembourg	3248
Elettra Finance S.A., Luxembourg	3218	Saint-Paul Participations S.A., Luxembourg	3248
Enel Green Power International S.A., Luxembourg	3225	Saroda S.A., Bertrange	3248
Erofil S.A., Luxembourg	3247	SDF Diamonds, S.à r.l., Luxembourg	3262
Espim S.A., Luxembourg	3248	SDF Diamonds, S.à r.l., Luxembourg	3262
Espim S.A., Luxembourg	3248	Sistema Tessile S.A., Luxembourg	3225
Eurofertigbau A.G., Remich	3262	Sogete S.A., Wiltz	3231
Farfinance I S.A., Luxembourg	3218	Station Essence Garnie, S.à r.l., Dudelange	3249
Financière Home Invest S.A., Luxembourg	3262	Sunny Delight Beverages Europe, S.à r.l.	3249
Garagenbetrieb, S.à r.l., Luxembourg	3231	Sweete S.A., Luxembourg	3226
Green Energy S.A., Luxembourg	3230	Sweete S.A., Luxembourg	3226
Holdex ITC S.A., Weiswampach	3229	Sweete S.A., Luxembourg	3226
Holdex ITC S.A., Weiswampach	3230	Sweete S.A., Luxembourg	3226
Imprimerie Worre-Mertens Les Successeurs S.A., Luxembourg	3232	Thewalt S.A., Luxembourg	3251
Inter Communication S.A., Luxembourg	3249	Verdetta Holding S.A., Luxembourg	3225
ISDC-Software-Hardware-Computer, S.à r.l., Niederanven	3249	Videofin S.A., Luxembourg	3247
		Wust Construction Luxembourg, S.à r.l., Lintgen	3228

LINEA EXECUTIVE S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1724 Luxembourg, 19-21, boulevard du Prince Henri.
R. C. Luxembourg B 103.476.

Le bilan au 31 décembre 2004, enregistré à Luxembourg, le 22 août 2005, réf. LSO-BH05354, a été déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 29 août 2005.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

SOCIETE EUROPEENNE DE BANQUE, Société Anonyme

Banque domiciliataire

Signatures

(076962.3/024/12) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 29 août 2005.

ELETTRA FINANCE S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1724 Luxembourg, 19-21, boulevard du Prince Henri.
R. C. Luxembourg B 72.125.

Le bilan au 31 décembre 2004, enregistré à Luxembourg, le 22 août 2005, réf. LSO-BH05368, a été déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 29 août 2005.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

SOCIETE EUROPEENNE DE BANQUE, Société Anonyme

Banque domiciliataire

Signatures

(076963.3/024/12) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 29 août 2005.

FARFINANCE I S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1724 Luxembourg, 19-21, boulevard du Prince Henri.
R. C. Luxembourg B 77.029.

Le bilan au 31 décembre 2004, enregistré à Luxembourg, le 22 août 2005, réf. LSO-BH05433, a été déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 29 août 2005.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

SOCIETE EUROPEENNE DE BANQUE, Société Anonyme

Banque domiciliataire

Signatures

(076964.3/024/12) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 29 août 2005.

NETADVISE, S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-9543 Wiltz, 61B, route de Noertrange.
R. C. Luxembourg B 110.270.

STATUTS

L'an deux mille cinq, le trente août.

Par-devant Maître Anja Holtz, notaire de résidence à Wiltz.

A comparu:

Monsieur Hubert de Dorlodot, gérant de société, né à Tournai (B), le 8 mai 1961, demeurant à B-5537 Anhée, Le-Chesselet, Sosoye 1.

Lequel comparant a requis le notaire instrumentant de dresser un acte d'une société à responsabilité limitée, qu'il déclare constituer pour son compte et entre tous ceux qui en deviendront associés par la suite et dont elle a arrêté les statuts comme suit:

Dénomination - Siège - Durée - Objet - Capital

Art. 1^{er}. Il est formé par les présentes une société à responsabilité limitée sous la dénomination de NETADVISE, S.à.r.l.

Art. 2. Le siège social de la société est établi à Wiltz.

Il pourra être transféré en toute autre lieu du Grand-Duché de Luxembourg par simple décision du ou des associés.

Art. 3. La durée de la société est illimitée. Elle pourra être dissoute conformément à la loi.

Art. 4. La société a pour objet le conseil et l'assistance en management, la fourniture de prestations de services en relation avec le patrimoine privé ou commercial ainsi que toute assistance sur le plan administratif, à l'exclusion de travaux de comptabilité et d'activités régies par la loi relative au secteur financier; la mise en valeur, la gestion et/ou la location des immeubles qu'elle pourrait détenir ou acquérir.

La société a également pour objet la prise de participations sous quelque forme que ce soit dans des sociétés luxembourgeoises ou étrangères, l'acquisition par achat, souscription ou de toute autre manière, ainsi que l'aliénation par vente, échange ou de toute autre manière, de valeurs mobilières de toutes espèces, la gestion et la mise en valeur du portefeuille qu'elle possédera, l'acquisition, la cession, la mise en valeur de brevets et de licences y rattachées.

La société peut prêter et emprunter avec ou sans garantie, pour autant que la société NETADVISE possède des participations dans les sociétés emprunteuses. La société peut participer à la création et au développement de toutes sociétés et leur prêter tous concours.

D'une façon générale, elle peut prendre toutes mesures de contrôle, de surveillance et de documentation et faire toutes opérations qu'elle jugera utiles à l'accomplissement ou au développement de son objet.

Art. 5. Le capital social est fixé à douze mille cinq cents euros (12.500,- EUR) divisé en cent (100) parts sociales de cent vingt-cinq euros (125,- EUR) chacune.

Toutes les parts ont été intégralement libérées en espèces par l'associé unique Monsieur Hubert de Dorlodot, pré-nommé, de sorte que la somme de douze mille cinq cents euros (12.500,-) se trouve dès-à-présent à la libre disposition de la société, ainsi qu'il en a été justifié au notaire instrumentant, qui le constate expressément.

La propriété des parts sociales résulte des présentes statuts ou des actes de cession de parts régulièrement consentis, sans qu'il y ait lieu à délivrance d'aucun titre.

Chaque part sociale donne droit à une fraction proportionnelle au nombre de parts existantes de l'actif social ainsi que des bénéfices.

Art. 6. En cas de pluralité d'associés, les parts sociales ne peuvent être cédées entre vifs à un non associé que du consentement préalable des associés représentant au moins les trois quarts du capital social. Dans le même cas, elles ne peuvent être transmises pour cause de mort à des non-associés que moyennant l'agrément des propriétaires de parts sociales représentant les trois quarts des droits appartenant aux survivants.

En cas de refus de cession les associés non-cédants s'obligent eux-mêmes à reprendre les parts offertes en cession.

Les valeurs de l'actif net du bilan serviront de base pour la détermination de la valeur des parts à céder.

Art. 7. La société est gérée et administrée par un ou plusieurs gérants à nommer par l'associé unique ou les associés réunis en assemblée générale, qui fixent leurs pouvoirs.

Art. 8. Simples mandataires de la société, le ou les gérants ne contractent en raison de leurs fonctions aucune obligation personnelle relativement aux engagements régulièrement pris par eux au nom de la société; ils ne seront responsables que de l'exécution de leur mandat.

Art. 9. Pour engager valablement la société, la signature du ou des gérants est requise.

Art. 10. L'associé unique exerce les pouvoirs dévolus à l'assemblée générale. Il ne peut les déléguer. Les décisions de l'associé unique, agissant en lieu et place de l'assemblée générale des associés, sont consignés dans un registre tenu au siège social.

En cas de pluralité d'associés, chaque associé participe aux décisions collectives, quel que soit le nombre de voix proportionnellement au nombre de parts qu'il possède. Les décisions collectives ne sont valablement prises que pour autant qu'elles sont adoptées par les associés représentant plus de la moitié du capital social. Les décisions collectives ayant pour objet une modification des statuts doivent réunir les voix des associés représentant les trois quarts du capital social.

Art. 11. L'exercice social commence le premier janvier et finit le trente et un décembre de chaque année.

Art. 12. Chaque année au 31 décembre il sera dressé un inventaire comprenant l'indication des valeurs actives et passives de la société ainsi qu'un bilan et un compte de pertes et profits.

Le bénéfice net constaté, déduction faite des frais généraux, traitements et amortissements sera réparti de la façon suivante:

- cinq pour cent (5%) pour la constitution d'un fonds de réserve légal, dans la mesure des dispositions légales;
- le solde restant est à libre disposition des associés.

En cas de distribution, le solde bénéficiaire sera attribué à l'associé unique ou aux associés au prorata de leur participation au capital social.

Art. 13. Le décès, l'interdiction, la faillite ou la déconfiture de l'associé unique ou d'un associé n'entraîneront pas la dissolution de la société.

Art. 14. Lors de la dissolution de la société, la liquidation sera faite par un ou plusieurs liquidateurs, associé(s) ou non, nommé(s) par l'associé unique ou par l'assemblée des associés.

Le ou les liquidateurs auront les pouvoirs les plus étendus pour la réalisation de l'actif et le paiement du passif. L'actif après déduction du passif, sera attribué à l'associé unique ou partagé entre les associés dans la proportion des parts dont ils son propriétaires.

Art. 15. Pour tous les points non expressément prévus aux présents statuts, il est fait référence aux dispositions légales en vigueur.

Mesure transitoire

Par dérogation, le premier exercice commence le jour de la constitution pour finir le 31 décembre 2005.

Estimation des frais

Le montant des frais, dépenses, rémunérations ou charges sous quelque forme que ce soit, qui incombent à la société et qui sont mis à sa charge en raison de sa constitution, est évalué sans nul préjudice à la somme de 1.000,- EUR

Assemblée Générale extraordinaire

Et à l'instant l'associé unique, représentant l'intégralité du capital social, a pris les résolutions suivantes:

1. Le siège social de la société est établi à L-9543 Wiltz, 61B, route de Noertrange.
L'adresse administrative de la société est à L-2269 Luxembourg, 35, rue Jean Origer.
2. Est nommé gérant unique pour une durée indéterminée:

Monsieur Hubert de Dorlodot, gérant de société, né à Tournai (B), le 8 mai 1961, demeurant à B-5537 Anhée, Le-Chesselet, Sosoye 1.

La société sera valablement engagée par sa seule signature.

Dont acte, fait et passé à Wiltz, en l'étude du notaire instrumentant, date qu'en tête.

Et après lecture faite et interprétation donnée aux comparants connus du notaire instrumentant par nom, prénom usuel, état et demeure, ils ont signé avec Nous, Notaire, le présent acte.

Signé: H. de Dorlodot, A. Holtz.

Enregistré à Wiltz, le 1^{er} septembre 2005, vol. 319, fol. 65, case 12. – Reçu 125 euros.

Le Receveur ff. (signé): Carmes.

Pour expédition conforme, délivrée, sur papier libre, à la société aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Wiltz, le 5 septembre 2005.

A. Holtz.

(902873.3/2724/103) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Diekirch, le 6 septembre 2005.

LOCA-PHYSIO, S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-8510 Redange, 5, Grand-rue.

R. C. Luxembourg B 110.271.

STATUTS

L'an deux mille cinq, le vingt-neuf août.

Par-devant Maître Anja Holtz, notaire de résidence à Wiltz.

A comparu:

Monsieur Eric Van Acker, kinésithérapeute, né à Bastogne (B), le 2 décembre 1980, demeurant à B-6600 Bastogne, Bourcy 45.

Lequel comparant a requis le notaire instrumentant de dresser un acte d'une société à responsabilité limitée, qu'il déclare constituer pour son compte et entre tous ceux qui en deviendront associés par la suite et dont elle a arrêté les statuts comme suit:

Dénomination - Siège - Durée - Objet - Capital

Art. 1^{er}. Il est formé par les présentes une société à responsabilité limitée sous la dénomination de LOCA-PHYSIO, S.à r.l.

Art. 2. Le siège social de la société est établi à Redange-sur-Attert.

Il pourra être transféré en toute autre lieu du Grand-Duché de Luxembourg par simple décision du ou des associés.

Art. 3. La durée de la société est illimitée. Elle pourra être dissoute conformément à la loi.

Art. 4. La société a pour objet tant au Grand-Duché de Luxembourg, qu'à l'étranger la location de matériel de kinésithérapie.

La société a encore pour objet l'achat, la vente, la gestion et la mise en valeur de tous les biens meubles et immeubles.

La société a également pour objet la prise de participations sous quelque forme que ce soit dans des sociétés luxembourgeoises ou étrangères, l'acquisition par achat, souscription ou de toute autre manière, ainsi que l'aliénation par vente, échange ou de toute autre manière, de valeurs mobilières de toutes espèces, la gestion et la mise en valeur du portefeuille qu'elle possédera, l'acquisition, la cession, la mise en valeur de brevets et de licences y rattachées.

La société peut prêter et emprunter avec ou sans garantie, elle peut participer à la création et ou développement de toutes sociétés et leur prêter tous concours.

D'une façon générale, elle peut prendre toutes mesures de contrôle, de surveillance et de documentation et faire toutes opérations qu'elle jugera utiles à l'accomplissement ou au développement de son objet.

Art. 5. Le capital social est fixé à douze mille cinq cents euros (12.500,- EUR) divisé en cent (100) parts sociales de cent vingt-cinq euros (125,- EUR) chacune.

Toutes les parts ont été intégralement libérées en espèces par l'associé unique Monsieur Eric Van Acker, prénommé, de sorte que la somme de douze mille cinq cents euros (12.500,-) se trouve dès-à-présent à la libre disposition de la société, ainsi qu'il en a été justifié au notaire instrumentant, qui le constate expressément.

La propriété des parts sociales résulte des présentes statuts ou des actes de cession de parts régulièrement consentis, sans qu'il y ait lieu à délivrance d'aucun titre.

Chaque part sociale donne droit à une fraction proportionnelle au nombre de parts existantes de l'actif social ainsi que des bénéfices.

Art. 6. En cas de pluralité d'associés, les parts sociales ne peuvent être cédées entre vifs à un non associé que du consentement préalable des associés représentant au moins les trois quarts du capital social. Dans le même cas, elles

ne peuvent être transmises pour cause de mort à des non-associés que moyennant l'agrément des propriétaires de parts sociales représentant les trois quarts des droits appartenant aux survivants.

En cas de refus de cession les associés non-cédants s'obligent eux-mêmes à reprendre les parts offertes en cession. Les valeurs de l'actif net du bilan serviront de base pour la détermination de la valeur des parts à céder.

Art. 7. La société est gérée et administrée par un ou plusieurs gérants à nommer par l'associé unique ou les associés réunis en assemblée générale, qui fixent leurs pouvoirs.

Art. 8. Simples mandataires de la société, le ou les gérants ne contractent en raison de leurs fonctions aucune obligation personnelle relativement aux engagements régulièrement pris par eux au nom de la société; ils ne seront responsables que de l'exécution de leur mandat.

Art. 9. Pour engager valablement la société, la signature du ou des gérants est requise.

Art. 10. L'associé unique exerce les pouvoirs dévolus à l'assemblée générale. Il ne peut les déléguer. Les décisions de l'associé unique, agissant en lieu et place de l'assemblée générale des associés, sont consignés dans un registre tenu au siège social.

En cas de pluralité d'associés, chaque associé participe aux décisions collectives, quel que soit le nombre de voix proportionnellement au nombre de parts qu'il possède. Les décisions collectives ne sont valablement prises que pour autant qu'elles sont adoptées par les associés représentant plus de la moitié du capital social. Les décisions collectives ayant pour objet une modification des statuts doivent réunir les voix des associés représentant les trois quarts du capital social.

Art. 11. L'exercice social commence le premier janvier et finit le trente et un décembre de chaque année.

Art. 12. Chaque année au 31 décembre il sera dressé un inventaire comprenant l'indication des valeurs actives et passives de la société ainsi qu'un bilan et un compte de pertes et profits.

Le bénéfice net constaté, déduction faite des frais généraux, traitements et amortissements sera réparti de la façon suivante:

- cinq pour cent (5%) pour la constitution d'un fonds de réserve légal, dans la mesure des dispositions légales;
- le solde restant est à libre disposition des associés.

En cas de distribution, le solde bénéficiaire sera attribué à l'associé unique ou aux associés au prorata de leur participation au capital social.

Art. 13. Le décès, l'interdiction, la faillite ou la déconfiture de l'associé unique ou d'un associé n'entraîneront pas la dissolution de la société.

Art. 14. Lors de la dissolution de la société, la liquidation sera faite par un ou plusieurs liquidateurs, associé(s) ou non, nommé(s) par l'associé unique ou par l'assemblée des associés.

Le ou les liquidateurs auront les pouvoirs les plus étendus pour la réalisation de l'actif et le paiement du passif. L'actif après déduction du passif, sera attribué à l'associé unique ou partagé entre les associés dans la proportion des parts dont ils sont propriétaires.

Art. 15. Pour tous les points non expressément prévus aux présents statuts, il est fait référence aux dispositions légales en vigueur.

Mesure transitoire

Par dérogation, le premier exercice commence le jour de la constitution pour finir le 31 décembre 2005.

Estimation des frais

Le montant des frais, dépenses, rémunérations ou charges sous quelque forme que ce soit, qui incombent à la société et qui sont mis à sa charge en raison de sa constitution, est évalué sans nul préjudice à la somme de 1.025,- EUR

Assemblée Générale extraordinaire

Et à l'instant l'associé unique, représentant l'intégralité du capital social, a pris les résolutions suivantes:

1. Le siège social de la société est établi à L-8510 Redange-sur-Attert, 5, Grand-rue.
2. Est nommé gérant pour une durée indéterminée: Monsieur Eric Van Acker, kinésithérapeute, né à Bastogne (B), le 2 décembre 1980, demeurant à B-6600 Bastogne, Bourcy 45.

La société sera valablement engagée par sa seule signature.

Dont acte, fait et passé à Redange-sur-Attert, date qu'en tête.

Et après lecture faite et interprétation donnée aux comparants connus du notaire instrumentant par nom, prénom usuel, état et demeure, ils ont signé avec Nous, Notaire, le présent acte.

Signé: E. Van Acker, A. Holtz.

Enregistré à Wiltz, le 1^{er} septembre 2005, vol. 319, fol. 65, case 8. – Reçu 125 euros.

Le Receveur ff. (signé): Carmes.

Pour expédition conforme, délivrée, sur papier libre, à la société aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Wiltz, le 5 septembre 2005.

A. Holtz.

(902874.3/2724/99) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Diekirch, le 6 septembre 2005.

AKER S.A., Société Anonyme.
Siège social: L-9515 Wiltz, 59, rue G.-D. Charlotte.
R. C. Luxembourg B 110.272.

STATUTS

L'an deux mille cinq, le vingt-cinq août.
Par-devant Maître Anja Holtz, notaire de résidence à Wiltz.

Ont comparu:

1. La société UNIEX HOLDING S.A., avec siège social à L-9515 Wiltz, 59, rue G.-D. Charlotte, inscrite au Registre du commerce et des sociétés sous le numéro B 103.375

ici représentée par un administrateur la société DELMA & CIE, S.à r.l., avec siège social à L-9515 Wiltz, 59, rue G.-D. Charlotte, inscrite au Registre de commerce et des sociétés sous le numéro B 98.510, elle-même représentée par son gérant unique Monsieur Benoît de Bien, consultant, avec adresse professionnelle à L-9515 Wiltz, 59, rue G.-D. Charlotte.

2. La société SOLFICORP S.A., avec siège social à L-9515 Wiltz, 59, rue G.-D. Charlotte, inscrite au Registre du commerce et des sociétés sous le numéro B 98.905,

ici représentée par son administrateur-délégué la société DELMA & CIE, S.à r.l., préqualifiée, elle-même représentée par son gérant unique Monsieur Benoît de Bien, prénommé.

Lesquels comparants, tels que représentés, ont déclaré constituer entre eux une société anonyme dont ils ont arrêté les statuts comme suit:

Dénomination - Siège - Durée - Objet - Capital

Art. 1^{er}. Il est formé par les présentes entre les personnes ci-avant et toutes celles qui deviendraient dans la suite propriétaires des actions ci-après créées, une société anonyme sous la dénomination de AKER S.A.

Art. 2. Le siège social est établi dans la commune de Wiltz.

Il pourra être transféré dans toute autre localité du pays par décision de l'assemblée générale.

Au cas où le conseil d'administration estimerait que des événements extraordinaires d'ordre politique, économique ou social, de nature à compromettre l'activité normale au siège social ou la communication aisée de ce siège ou entre ce siège avec l'étranger se produiront ou seront imminents, il pourra transférer temporairement le siège social à l'étranger jusqu'à la cessation complète de ces circonstances anormales; ces mesures provisoires n'auront aucun effet sur la nationalité de la société, laquelle, nonobstant ce transfert provisoire du siège, restera luxembourgeoise.

La déclaration de transfert du siège sera faite et portée à la connaissance des tiers par l'organe de la société qui se trouvera le mieux placé à cet effet dans les circonstances données.

Art. 3. La société a pour objet:

L'investissement immobilier, la gestion, l'achat, le vente de tous biens immeubles.

La société pourra également procéder à la réalisation de toutes opérations mobilières, immobilières, financières ou industrielles, commerciales ou civiles, liées directement ou indirectement à son objet social.

Elle peut réaliser son objet directement ou indirectement en nom propre ou pour compte de tiers, seule ou en association en effectuant toute opération de nature à favoriser ledit objet ou celui des sociétés dans lesquelles elle détient des intérêts.

D'une façon générale, la société pourra prendre toutes mesures de contrôle ou de surveillance et effectuer toute opération qui peut lui paraître utile dans l'accomplissement de son objet ou de son but.

Art. 4. La société est constituée pour une durée illimitée.

Capital - Actions

Art. 5. Le capital social de la société est fixé à trente et un mille euros (31.000,- EUR) représenté par cent (100) actions sans valeur nominale.

Art. 6. Les actions sont et resteront nominatives ou au porteur, au choix de l'actionnaire.

Les actions de la société peuvent être créés, au choix du propriétaire, en titres unitaires ou en certificats représentatifs de plusieurs actions non divisibles.

La société pourra procéder au rachat de ses actions dans les conditions prévues par la loi.

Administration - Surveillance

Art. 7. La société est administrée par un conseil composé de trois membres au moins, actionnaires ou non.

Les administrateurs seront nommés par l'assemblée générale des actionnaires, qui déterminera leur nombre, pour une durée qui ne peut dépasser six ans et ils resteront en fonction jusqu'à ce que leurs successeurs seront élus. Ils sont rééligibles et ils peuvent être révoqués à tout moment par l'assemblée générale, avec ou sans motif.

Le nombre des administrateurs ainsi que leur rémunération sont fixées par l'assemblée générale de la société.

En cas de vacance d'un ou plusieurs postes d'administrateurs pour cause de décès, démission ou toutes autres causes, il sera pourvu à leur remplacement par le conseil d'administration conformément aux dispositions de la loi. Dans ce cas, l'assemblée générale, ratifiera la nomination à sa prochaine réunion.

Art. 8. Le conseil d'administration peut choisir parmi ses membres un président. En cas d'empêchement du président, l'administrateur désigné à cet effet par les administrateurs présents, le remplace.

Le conseil ne peut valablement délibérer et statuer que si la majorité de ses membres est présente ou représentée, le mandat entre administrateurs étant admis sans qu'un administrateur ne puisse représenter plus d'un de ses collègues.

Les administrateurs peuvent émettre leur vote sur les questions à l'ordre du jour par lettre, télécopie, télégramme ou tout autre moyen de télécommunication informatique.

Une décision prise par écrit, approuvée et signée par tous les administrateurs produira effet au même titre qu'une décision prise à une réunion du conseil d'administration.

Toute décision du conseil est prise à la majorité simple des voix. En cas de partage, la voix de celui qui préside la réunion est prépondérante.

Art. 9. Les procès-verbaux de toute réunion du conseil d'administration sont signés par le président de la réunion et par un autre administrateur. Les procurations resteront annexées aux procès-verbaux.

Les copies ou extraits de ces procès-verbaux, destinés à servir en justice ou ailleurs, seront signés par le président du conseil d'administration ou par deux administrateurs.

Art. 10. Le conseil d'administration est investi des pouvoirs les plus étendus pour gérer les affaires sociales et faire tous les actes de disposition et d'administration qui rentrent dans l'objet social. Il est autorisé à verser des acomptes sur dividendes aux conditions prévues par la loi. Tous les pouvoirs qui ne sont pas réservés expressément à l'assemblée générale par les statuts ou par la loi, sont de la compétence du conseil d'administration.

Art. 11. Le conseil peut déléguer tout ou partie de ses pouvoirs concernant la gestion journalière ainsi que la représentation de la société en ce qui concerne cette gestion, à un ou plusieurs administrateurs, directeurs, fondés de pouvoir, employés ou autres agents qui n'auront pas besoin d'être actionnaire de la société, ou conférer des pouvoirs ou mandats spéciaux ou des fonctions permanentes ou temporaires à des personnes ou agents de son choix.

La délégation à un membre du conseil d'administration est subordonnée à l'autorisation préalable de l'assemblée générale.

Art. 12. Vis-à-vis des tiers, la société sera engagée en toutes circonstances par la signature isolée de chaque administrateur.

Art. 13. La surveillance de la société est confiée à un ou plusieurs commissaires, actionnaires ou non.

Ils sont nommés par l'assemblée générale des actionnaires, qui déterminera leur nombre, pour une durée qui ne peut dépasser six ans, et ils resteront en fonction jusqu'à ce que leurs successeurs seront élus. Ils sont rééligibles et ils peuvent être révoqués à tout moment par l'assemblée générale, avec ou sans motif.

Assemblée générale des actionnaires

Art. 14. Toute assemblée générale des actionnaires régulièrement constituée représente l'ensemble des actionnaires.

Sous réserve des dispositions de l'article 10 précité, elle a les pouvoirs les plus étendus pour ordonner, exécuter ou ratifier les actes en relation avec les activités de la société.

Art. 15. L'assemblée générale annuelle se réunit au siège social de la société ou à tout autre endroit indiqué dans les avis de convocations le dernier vendredi du mois de mai de chaque année à 17.00 heures.

Si ce jour est un jour férié légal, l'assemblée se tiendra le premier jour ouvrable suivant.

Art. 16. Le conseil d'administration ou le commissaire aux comptes peuvent convoquer d'autres assemblées générales. De telles assemblées doivent être convoquées si les actionnaires représentant au moins un cinquième du capital social le demandent.

Art. 17. Les convocations aux assemblées générales se font dans les formes prévues par la loi.

Au cas où tous les actionnaires sont présents ou représentés et déclarent avoir eu connaissance de l'ordre du jour de l'assemblée, celle-ci peut se tenir sans les convocations préalables.

Tout actionnaire peut prendre part aux assemblées en désignant par écrit, par câble, par télégramme, par télex ou par télécopie ou tout autre moyen de télécommunication informatique un mandataire, lequel peut ne pas être actionnaire.

Sous réserve des restrictions légales, chaque action donne droit à une voix.

Les copies ou extraits des procès-verbaux de l'assemblée à produire en justice ou ailleurs sont signés par le président du conseil d'administration ou par deux administrateurs.

Année sociale - Bilan

Art. 18. L'année sociale de la société commence le premier janvier et finit le dernier jour du mois de décembre.

Le conseil d'administration établit le bilan et le compte de profits et pertes. Au moins un mois avant la date de l'assemblée générale annuelle, il soumet ces documents, ensemble avec un rapport sur les activités de la société, au commissaire aux comptes qui établira son rapport sur ces documents.

Art. 19. Sur les bénéfices nets de la société, il est prélevé cinq pour cent pour la formation d'un fonds de réserve légale. Ce prélèvement cesse d'être obligatoire lorsque et aussi longtemps que la réserve atteindra le dixième du capital social souscrit de la société.

Sur recommandation du conseil d'administration l'assemblée générale des actionnaires décide de l'affectation des bénéfices annuels nets. Elle peut décider de verser la totalité ou une part du solde à un ou plusieurs comptes de réserve ou de provision, de le reporter à nouveau à la prochaine année fiscale ou de le distribuer aux actionnaires comme dividendes.

Le conseil d'administration peut procéder à un versement d'acomptes sur dividendes dans les conditions fixées par la loi. Il déterminera le montant ainsi que la date du paiement de ces acomptes.

Dissolution - Liquidation

Art. 20. La société peut être dissoute à tout moment par décision de l'assemblée générale délibérant aux mêmes conditions de quorum et de majorité que celles exigées pour la modification des statuts, sauf dispositions contraires de la loi.

Lors de la dissolution de la société, la liquidation s'effectuera par les soins d'un ou plusieurs liquidateurs, nommés par l'assemblée générale des actionnaires qui déterminera leurs pouvoirs et leurs émoluments.

Art. 21. Disposition générale

La loi du 10 août 1915 sur les sociétés commerciales et ses modifications ultérieures trouvera son application partout où il n'y a pas été dérogé par les présents statuts.

Mesures transitoires

La première année sociale de la société commence le jour de la constitution et finit le dernier jour de décembre de l'an 2005.

Souscription et libération

Les comparants préqualifiés, ont souscrit aux actions créées de la manière suivante:

1. la société UNIEX S.A.H., préqualifiée, quatre-vingt-dix-neuf actions	99
2. la société SOLFICORP S.A., prédésignée, une action	<u>1</u>
Total: cent actions	100

Les actions ont été libérées par des versements en espèces à concurrence de la somme de trente et un mille (31.000,- EUR), somme qui se trouve dès à présent à la disposition de la société, ainsi qu'il en a été justifié au notaire instrumentant, qui le constate expressément.

Déclaration

Le notaire instrumentant constate que les conditions énumérées à l'article 26 de la loi sur les sociétés commerciales, telle que modifiée, ont été observées.

Coût, Evaluation

Les dépenses, frais, rémunérations et charges de toutes espèces qui incombent à la société en raison de sa constitution sont estimés à environ 1.500,- EUR.

Assemblée Générale extraordinaire

Et à l'instant les comparants préqualifiés, représentant l'intégralité du capital social, se sont constitués en assemblée générale extraordinaire à laquelle ils se reconnaissent dûment convoqués, et après avoir constaté que celle-ci était régulièrement constituée, ils ont pris, à l'unanimité, les résolutions suivantes:

- 1) Le nombre des administrateurs est fixé à trois et celui des commissaires à un.
- 2) Sont appelés aux fonctions d'administrateurs:
 - a) FSD PARTNERS, S.à r.l., 59, rue G.-D. Charlotte, inscrite au Registre du commerce et des sociétés sous le numéro B 99.591;
 - b) La société DELMA & CIE, S.à r.l., avec siège social à L-9515 Wiltz, 59, rue G.-D. Charlotte, inscrite au Registre du commerce et des sociétés sous le numéro B 98.510;
 - c) la société SOLFICORP S.A., avec siège social à L-9515 Wiltz, 59, rue G.-D. Charlotte, inscrite au Registre du commerce et des sociétés sous le numéro B 98.905.
- 3) Est appelé aux fonctions de commissaire aux comptes La société FIDOMES, S.à r.l., avec siège social à L-9515 Wiltz, 59, rue Grande-Duchesse Charlotte inscrite au Registre du commerce et des sociétés sous le numéro B 95.765.
- 4) Les mandats des administrateurs et du commissaire prendront fin à l'assemblée générale statuant sur l'exercice de l'an 2010.
- 5) Le siège social est fixé à L-9515 Wiltz, 59, rue G.-D. Charlotte.
- 6) Conformément aux dispositions des présents statuts et de la loi, l'assemblée générale autorise le conseil d'administration à déléguer la gestion journalière des affaires de la Société ainsi que la représentation de la Société en ce qui concerne cette gestion à un ou plusieurs membres du conseil d'administration ou à toute autre personne désignée par le conseil d'administration.

Dont acte, fait et passé à Capellen.

Et après lecture faite et interprétation donnée aux comparants connus du notaire instrumentant par nom, prénom usuel, état et demeure, ils ont signé avec le notaire le présent acte.

Signé: B. de Bien, A. Holtz.

Enregistré à Wiltz, le 29 août 2005, vol. 319, fol. 65, case 1. – Reçu 310 euros.

Le Receveur ff. (signé): Carmes.

Pour expédition conforme, délivrée, sur papier libre, à la société aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Wiltz, le 2 septembre 2005.

A. Holtz.

(902875.3/2724/180) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Diekirch, le 6 septembre 2005.

DAMALISI S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-9536 Wiltz, 1, avenue Nicolas Kreins.
R. C. Luxembourg B 96.101.

Procès-verbal de l'assemblée générale extraordinaire des actionnaires

L'an deux mille cinq, le 12 août à 19.00 heures s'est tenue au siège social, une assemblée générale extraordinaire des actionnaires de la société.

La séance est ouverte sous la présidence de Madame Maufort Martine.

Madame la Présidente constate que les formalités légales ont été remplies pour la convocation à la présente assemblée.

Madame la Présidente expose que la présente assemblée a pour ordre du jour l'unique point suivant:

1. Transfert du siège social de la société.

Après délibération, Madame la Présidente met aux voix la résolution suivante:

Première résolution

L'assemblée accepte le transfert du siège social de la société de la rue Grande-Duchesse Charlotte, 4, L-9515 Wiltz à l'avenue Nicolas Kreins, 1, L-9536 Wiltz.

Cette résolution est adoptée à l'unanimité des voix.

L'ordre du jour étant épuisé, la séance est levée à 19.30 heures après lecture et approbation du procès-verbal qui est signé par les membres du bureau.

M. Maufort / R. Vandendyck / L. Rochette

Administrateur-délégué / - / -

Enregistré à Diekirch, le 24 août 2005, réf. DSO-BH00141. – Reçu 89 euros.

Le Receveur (signé): M. Siebenaler.

(902812.3/000/25) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Diekirch, le 29 août 2005.

ENEL GREEN POWER INTERNATIONAL S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1724 Luxembourg, 31-33, boulevard du Prince Henri.
R. C. Luxembourg B 78.987.

Le bilan au 31 décembre 2004, enregistré à Luxembourg, le 22 août 2005, réf. LSO-BH05403, a été déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 29 août 2005.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

ENEL GREEN POWER INTERNATIONAL S.A., Société Anonyme

Signature

(076965.3/024/11) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 29 août 2005.

SISTEMA TESSILE S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1724 Luxembourg, 19-21, boulevard du Prince Henri.
R. C. Luxembourg B 38.954.

Le bilan au 31 décembre 2003, enregistré à Luxembourg, le 22 août 2005, réf. LSO-BH05377, a été déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 29 août 2005.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

SOCIETE EUROPEENNE DE BANQUE, Société Anonyme

Banque domiciliaire

Signatures

(076968.3/024/12) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 29 août 2005.

VERDETTA HOLDING S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1724 Luxembourg, 19-21, boulevard du Prince Henri.
R. C. Luxembourg B 74.283.

Le bilan au 31 décembre 2004, enregistré à Luxembourg, le 25 août 2005, réf. LSO-BH06399, a été déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 29 août 2005.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

SOCIETE EUROPEENNE DE BANQUE, Société Anonyme

Banque domiciliaire

Signatures

(076970.3/024/12) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 29 août 2005.

SWEETY S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1724 Luxembourg, 19-21, boulevard du Prince Henri.
R. C. Luxembourg B 65.632.

Le bilan au 31 décembre 2000, enregistré à Luxembourg, le 17 août 2005, réf. LSO-BH04538, a été déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 29 août 2005.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

SOCIETE EUROPEENNE DE BANQUE, Société Anonyme

Banque domiciliataire

Signatures

(076971.3/024/12) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 29 août 2005.

SWEETY S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1724 Luxembourg, 19-21, boulevard du Prince Henri.
R. C. Luxembourg B 65.632.

Le bilan au 31 décembre 2001, enregistré à Luxembourg, le 17 août 2005, réf. LSO-BH04539, a été déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 29 août 2005.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

SOCIETE EUROPEENNE DE BANQUE, Société Anonyme

Banque domiciliataire

Signatures

(076972.3/024/12) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 29 août 2005.

SWEETY S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1724 Luxembourg, 19-21, boulevard du Prince Henri.
R. C. Luxembourg B 65.632.

Le bilan au 31 décembre 2002, enregistré à Luxembourg, le 17 août 2005, réf. LSO-BH04540, a été déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 29 août 2005.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

SOCIETE EUROPEENNE DE BANQUE, Société Anonyme

Banque domiciliataire

Signatures

(076973.3/024/12) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 29 août 2005.

SWEETY S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1724 Luxembourg, 19-21, boulevard du Prince Henri.
R. C. Luxembourg B 65.632.

Le bilan au 31 décembre 2003, enregistré à Luxembourg, le 17 août 2005, réf. LSO-BH04541, a été déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 29 août 2005.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

SOCIETE EUROPEENNE DE BANQUE, Société Anonyme

Banque domiciliataire

Signatures

(076974.3/024/12) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 29 août 2005.

ALMARK, S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-1724 Luxembourg, 19-21, boulevard du Prince Henri.
R. C. Luxembourg B 83.454.

Le bilan au 31 décembre 2004, enregistré à Luxembourg, le 17 août 2005, réf. LSO-BH04536, a été déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 29 août 2005.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

SOCIETE EUROPEENNE DE BANQUE, Société Anonyme

Banque domiciliataire

Signatures

(076976.3/024/12) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 29 août 2005.

NACAZA S.A.H., Société Anonyme.

Siège social: L-1724 Luxembourg, 19-21, boulevard du Prince Henri.
R. C. Luxembourg B 82.999.

Le bilan au 31 décembre 2002, enregistré à Luxembourg, le 23 août 2005, réf. LSO-BH05669, a été déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 29 août 2005.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

SOCIETE EUROPEENNE DE BANQUE, Société Anonyme

Banque domiciliataire

Signatures

(076977.3/024/12) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 29 août 2005.

NACAZA S.A.H., Société Anonyme.

Siège social: L-1724 Luxembourg, 19-21, boulevard du Prince Henri.
R. C. Luxembourg B 82.999.

Le bilan au 31 décembre 2003, enregistré à Luxembourg, le 23 août 2005, réf. LSO-BH05668, a été déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 29 août 2005.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

SOCIETE EUROPEENNE DE BANQUE, Société Anonyme

Banque domiciliataire

Signatures

(076979.3/024/12) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 29 août 2005.

NACAZA S.A.H., Société Anonyme.

Siège social: L-1724 Luxembourg, 19-21, boulevard du Prince Henri.
R. C. Luxembourg B 82.999.

Le bilan au 31 décembre 2004, enregistré à Luxembourg, le 23 août 2005, réf. LSO-BH05667, a été déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 29 août 2005.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

SOCIETE EUROPEENNE DE BANQUE, Société Anonyme

Banque domiciliataire

Signatures

(076978.3/024/12) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 29 août 2005.

P.T. INVESTMENTS S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1724 Luxembourg, 19-21, boulevard du Prince Henri.
R. C. Luxembourg B 88.338.

Le bilan au 31 décembre 2004, enregistré à Luxembourg, le 17 août 2005, réf. LSO-BH04529, a été déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 29 août 2005.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

SOCIETE EUROPEENNE DE BANQUE, Société Anonyme

Banque domiciliataire

Signatures

(076980.3/024/12) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 29 août 2005.

ISDC-SOFTWARE-HARDWARE-COMPUTER, S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-6947 Niederanven, 18, Bombicht.
R. C. Luxembourg B 70.935.

Le bilan au 31 décembre 2004, enregistré à Luxembourg, le 24 août 2005, réf. LSO-BH06068, a été déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 29 août 2005.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 29 août 2005.

SOFINTER S.A.

Signature

(077023.3/820/12) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 29 août 2005.

WUST CONSTRUCTION LUXEMBOURG, S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-7450 Lintgen, 78, rue Principale.

R. C. Luxembourg B 87.411.

Constituée par-devant M^e Blanche Moutrier, notaire de résidence à Esch-sur-Alzette, en date du 2 mai 2002, acte publié au Mémorial C n° 1142 du 29 juillet 2002, modifiée par-devant le même notaire en date du 9 mars 2005, acte publié au Mémorial C n° 655 du 5 juillet 2005.

Le bilan au 31 décembre 2004, enregistré à Luxembourg, le 25 août 2005, réf. LSO-BH06415, a été déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 29 août 2005.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 23 août 2005.

Pour extrait sincère et conforme

Pour WUST CONSTRUCTION LUXEMBOURG, S.à r.l.

INTERFIDUCIAIRE S.A.

Signature

(077014.3/1261/17) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 29 août 2005.

M. MUTSCH ET FILS S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-9911 Troisvierges, 22, rue de Drinklange.

R. C. Luxembourg B 95.811.

Le bilan au 31 décembre 2004, enregistré à Luxembourg, le 18 août 2005, réf. LSO-BH04818, a été déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 29 août 2005.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 25 août 2005.

SOFINTER S.A.

Signature

(077034.3/820/12) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 29 août 2005.

PACKAGING TECHNOLOGY PARTICIPATION S.A., Société Anonyme Holding.

Siège social: L-2213 Luxembourg, 16, rue de Nassau.

R. C. Luxembourg B 88.945.

Le bilan au 31 décembre 2004, enregistré à Luxembourg, le 24 août 2005, réf. LSO-BH06050, a été déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 29 août 2005.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

A.T.T.C. MANAGEMENT, S.à r.l. / A.T.T.C. DIRECTORS, S.à r.l.

Administrateur / Administrateur

A.T.T.C. S.A. / A.T.T.C. S.A.

Gérant / Gérant

E. Patteet / J.P. Van Keymeulen

Administrateur-délégué / Administrateur-délégué

(077084.3/813/15) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 29 août 2005.

MANGROVE CAPITAL PARTNERS, Société Anonyme.

Siège social: L-1331 Luxembourg, 23, boulevard Grande-Duchesse Charlotte.

R. C. Luxembourg B 74.666.

Extrait du procès-verbal de l'assemblée générale ordinaire tenue extraordinairement en date du 28 juillet 2005

...

6. Est nommé comme commissaire aux comptes de la société jusqu'à la prochaine assemblée générale annuelle M. Rodolphe Gerbes, 1 Hëttermillen, L-5429 Greiveldange.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 3 août 2005.

Signature

Le mandataire de la société

Enregistré à Luxembourg, le 23 août 2005, réf. LSO-BH05737. – Reçu 14 euros.

Le Receveur (signé): D. Hartmann.

(077214.3/507/16) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 29 août 2005.

HOLDEX ITC S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-9991 Weiswampach, 49, route de Clervaux.
R. C. Luxembourg B 105.070.

L'an deux mille cinq, le trente août.

Par-devant Maître Anja Holtz, notaire de résidence à Wiltz.

S'est réunie l'assemblée générale extraordinaire des actionnaires de la société anonyme HOLDEX ITC S.A., avec siège social à L-9991 Weiswampach, 49, route de Clervaux, constituée suivant acte reçu par le notaire Maître Urbain Tholl, de résidence à Mersch, en date 16 décembre 2004, publié au Mémorial C, Recueil Spécial des Sociétés et Associations, numéro 297 du 4 avril 2005,

inscrite au registre du commerce et des sociétés Luxembourg sous le numéro B 105.070.

L'assemblée est ouverte à 14.30 heures sous la présidence de Monsieur Léon-Pierre Casier, administrateur de société, demeurant à B-4800 Verviers, 254, avenue E. Cordonnier qui désigne comme secrétaire Monsieur Stéphane De Buck Van Overstraeten, administrateur de sociétés, demeurant à B-1320 Tourinnes-la-Grosse, 9, rue du Moulin.

L'assemblée choisit comme scrutateur Monsieur Adrien De Behault, administrateur de société, demeurant à B-1150 Bruxelles, 4, avenue de Wavrans.

Le bureau ainsi constitué, le Président expose et prie le notaire instrumentant d'acter:

I. Que la présente assemblée générale extraordinaire a pour:

Ordre du jour:

1. la modification de la valeur des actions. La valeur nominale des actions est fixée à cent euros (100,- EUR).
2. l'augmentation du capital social d'un montant de 100.000,- EUR par la création de 1.000 nouvelles actions d'une valeur nominale de 100,- EUR, jouissant des mêmes droits et avantages que les actions anciennes.
3. la souscription et libération intégrale en numéraire des actions nouvelles.
4. la modification afférente de l'article 3 des statuts pour lui donner la teneur suivante:

«**Art. 3.** Le capital social est fixé à cent trente et un mille euros (131.000,- EUR) représenté par mille trois cent dix (1.310) actions d'une valeur nominale cent euros (100,- EUR) chacune.»

5. la nomination d'un quatrième administrateur Monsieur Adrien De Behault jusqu'à l'assemblée générale annuelle de l'an 2010.

II. Les actionnaires présents ou représentés, les mandataires des actionnaires représentés et le nombre d'actions qu'ils détiennent sont renseignés sur une liste de présence. Cette liste de présence, après avoir été signée ne varietur par les actionnaires présents, les mandataires des actionnaires représentés ainsi que par les membres du bureau et le notaire instrumentant, restera annexée aux présentes, avec lesquelles elle sera enregistrée.

III. Que l'intégralité du capital social étant présente ou représentée à la présente assemblée, il a pu être fait abstraction des convocations d'usage, les actionnaires présents ou représentés se reconnaissant dûment convoqués et déclarant par ailleurs avoir eu connaissance de l'ordre du jour qui leur a été communiqué au préalable.

IV. Que la présente assemblée, réunissant l'intégralité du capital social, est constituée régulièrement et peut valablement délibérer, telle qu'elle est constituée, sur les points de l'ordre du jour.

Ces faits étant reconnus exacts par l'assemblée, le Président expose les raisons qui ont amené le conseil d'administration à proposer les points figurant à l'ordre du jour.

L'assemblée général, après avoir délibéré, prend à l'unanimité des voix, les résolutions suivantes:

Première résolution

L'assemblée décide de modifier la valeur des actions. La valeur nominale de l'action est fixée à cent euros (100,- EUR).

Deuxième résolution

L'assemblée décide d'augmenter le capital social d'un montant de cent mille euros (100.000,- EUR) pour le porter de son montant actuel de trente et un mille euros (31.000,- EUR) à cent trente et un mille (131.000,- EUR) par la création de mille (1.000) nouvelles actions d'une valeur nominale de cent euros (100,- EUR), jouissant des mêmes droits et avantages que les actions anciennes.

Troisième résolution

L'assemblée décide d'admettre à la souscription des mille (1.000) actions:

- La société anonyme de droit luxembourgeois BRITANICA ASSET MANAGEMENT S.A., ayant son siège social à L-9544 Wiltz, 2, rue Hannelanst, 34, Îlot du Château, inscrite au Registre de commerce et des sociétés sous le numéro B 107.480,

ici représentée par un de ses administrateurs la société FIDUCIAIRE ARBO S.A., avec siège social à L-9544 Wiltz, 2, rue Hannelanst, inscrite au Registre du commerce et des sociétés sous le numéro B 97.573,

elle même représentée par deux de ses administrateurs:

- Monsieur Patrick Servais, licencié en droit, demeurant à Bastogne (Belgique); et

- Monsieur Marcel Bormann, administrateur de sociétés, demeurant à Wiltz;

- La société anonyme de droit luxembourgeois INTERNATIONAL ALLIED SERVICES S.A., ayant son siège social à Wiltz, 2, rue Hannelanst, 34, Îlot du Château, inscrite au Registre de commerce et des sociétés sous le numéro B 107.117,

ici représentée par un de ses administrateurs la société FIDUCIAIRE ARBO S.A., préqualifiée, elle même représentée comme prédit.

Souscription et libération

Ensuite la société BRITANICA ASSET MANAGEMENT S.A., prédésignée, ici représentée comme dit ci-dessus, a par ses représentants préqualifiés, déclaré souscrire cinq cents (500) actions nouvelles et les libérer intégralement moyennant versement en numéraire de la somme de cinquante-mille euros (50.000,- EUR)

- la société INTERNATIONAL ALLIED SERVICES S.A., prédésignée, ici représentée comme dit ci-dessus, a par ses représentants préqualifiés, déclaré souscrire cinq cents (500) actions nouvelles et les libérer intégralement moyennant versement en numéraire de la somme de cinquante-mille euros (50.000,- EUR)

De la sorte, la somme de cent mille euros (100.000,- EUR) se trouve dès-à-présent à la libre disposition de cette dernière, ce dont il a été justifié au notaire instrumentant par une attestation bancaire, qui le constate expressément.

Quatrième résolution

En conséquence des résolutions qui précèdent, l'assemblée décide de modifier l'article 3 des statuts pour lui donner la teneur suivante:

«**Art. 3.** Le capital social est fixé à cent trente et un mille euros (131.000,- EUR) représenté par mille trois cent dix (1.310) actions d'une valeur nominale de cent euros (100,- EUR) chacune.»

Cinquième résolution

L'assemblée décide de nommer un quatrième administrateur jusqu'à l'assemblée générale annuelle de l'an 2010: Monsieur Adrien De Behault, administrateur de société, demeurant à B-1150 Bruxelles, 4, avenue de Wavrans. Plus rien ne figurant à l'ordre du jour, la présente assemblée a été clôturée à 15.00 heures.

Frais

Le montant des dépens, frais, rémunérations et charges de toutes espèces qui incombent à la société ou qui sont mis à sa charge à raison du présent acte s'élèvent approximativement à 2.200,- EUR.

Dont acte, fait et passé à Wiltz, date qu'en tête des présentes.

Et après lecture faite et interprétation donnée aux comparants connus du notaire instrumentant par nom, prénom usuel, état et demeure, ils ont signé avec le notaire.

Signé: L.-P. Casier, S. De Buck Van Overstraeten, A. De Behault, P. Servais, M. Bormann, A. Holtz.

Enregistré à Wiltz, le 1^{er} septembre 2005, vol. 319, fol. 66, case 2. – Reçu 1.000 euros.

Le Receveur ff. (signé): Carmes.

Pour expédition conforme, délivrée, sur papier libre, à la société aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Wiltz, le 5 septembre 2005.

A. Holtz.

(902876.3/2724/94) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Diekirch, le 6 septembre 2005.

HOLDEX ITC S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-9991 Weiswampach, 49, route de Clervaux.

R. C. Luxembourg B 105.070.

Statuts coordonnés déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 6 septembre 2005.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Wiltz, le 5 septembre 2005.

Pour la société

A. Holtz

(902877.3/2724/11) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Diekirch, le 6 septembre 2005.

GREEN ENERGY S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-2220 Luxembourg, 560A, rue de Neudorf.

R. C. Luxembourg B 89.766.

EXTRAIT

Il résulte de la réunion du conseil d'administration du 24 août 2005 que:

- Le siège social de la société est transféré du 50, Val Fleuri, Luxembourg au 560A, rue de Neudorf, L-2220 Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 25 août 2005.

Pour extrait conforme

Signature

Enregistré à Luxembourg, le 26 août 2005, réf. LSO-BH06872. – Reçu 14 euros.

Le Receveur (signé): D. Hartmann.

(077220.3/727/16) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 29 août 2005.

3231

SOGETE S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-9515 Wiltz, 59, rue Grande-Duchesse Charlotte.
R. C. Luxembourg B 99.128.

—
DISSOLUTION

L'an deux mille cinq, le vingt-cinq août.
Par-devant Maître Anja Holtz, notaire de résidence à Wiltz.

A comparu:

Monsieur Marcello Federici, agent d'usine, né à L'Aquila (AQ) (Italie), le 28 juin 1959, demeurant à I-67100 l'Aquila, 2, via Adamo Rothweill,

ici représenté par Monsieur Benoît de Bien, consultant, avec adresse professionnelle à L-9515 Wiltz, 59, rue Grande-Duchesse Charlotte en vertu d'une procuration sous seing privé, donnée à l'Aqui La le 23 août 2005,

laquelle procuration après avoir été signée ne varietur par le mandataire du comparant et le notaire instrumentant, restera annexée à la présente pour être enregistrée avec elle.

Lequel comparant, tel que représenté, a exposé au notaire instrumentant et l'ont requis d'acter ce qui suit:

Que les comparants sont les seuls associés de la société anonyme SOGETE S.A., avec siège social à L-9515 Wiltz, 59, rue Grande-Duchesse Charlotte,

constituée suivant acte reçu par le notaire Martine Decker, alors de résidence à Wiltz, en date du 8 février 2001, publié au Mémorial C, Recueil Spécial des Sociétés et Associations, Numéro 799 du 22 septembre 2001,

inscrite au Registre du commerce et des sociétés Luxembourg sous le numéro B 3.171,

Que le capital social est fixé à trente et un mille euros (31.000,- EUR) divisé en cent (100) actions d'une valeur nominale de trois cent dix euros (310,- EUR) chacune.

Que la société ne possède pas d'immeuble, ni de parts d'immeuble.

Que Monsieur Marcello Federici représentant l'intégralité du capital social suite à un rassemblement des actions, décide de prononcer la dissolution anticipée de la société SOGETE S.A. avec effet immédiat.

Qu'il déclare avoir pleine connaissance des statuts et connaître parfaitement la situation financière de la société SOGETE S.A.

Qu'il déclare encore que l'activité de la société a cessé depuis le 31 décembre 2004, qu'il est investi de tout expressément à prendre en charge tout passif pouvant éventuellement encore exister à charge de la société et impayé ou inconnu à ce jour avant tout paiement à leur personne.

Qu'il se reconnaît redevable de tous les honoraires encore dus à la société FIDOMES, S.à r.l., avec siège social à L-9515 Wiltz, 59, rue Grande-Duchesse Charlotte, inscrite au Registre de commerce et des sociétés sous le numéro B 95.765 qui s'élèvent à ce jour à un montant de 8.989,12 EUR.

Que partant, la liquidation de la société est considérée comme faite et clôturée.

Que décharge pleine et entière est donnée aux administrateurs et au commissaire pour leur mandat jusqu'à ce jour.

Que les livres et documents de la société sont conservés pendant cinq ans à l'ancien siège de la société.

Sur base de ces faits le notaire a constaté la dissolution de la société.

Frais

Le montant des frais incombant au comparant en raison des présentes est estimés à 700,- EUR.

Dont acte, fait et passé à Capellen, date qu'en tête des présentes.

Et après lecture faite et interprétation donnée au comparant connu du notaire instrumentant par nom, prénom, état et demeure, il a signé avec le notaire le présent acte.

Signé: B. de Bien, A. Holtz.

Enregistré à Wiltz, le 29 août 2005, vol. 319, fol. 65, case 2. – Reçu 12 euros.

Le Receveur ff. (signé): Carmes.

Pour expédition conforme, délivrée, sur papier libre, à la société aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Wiltz, le 2 septembre 2005.

A. Holtz.

(902878.3/2724/50) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Diekirch, le 6 septembre 2005.

GARAGENBETRIEB, S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-1940 Luxembourg, 486, route de Longwy.
R. C. Luxembourg B 25.084.

Le bilan au 30 juin 2005, enregistré à Luxembourg, le 25 août 2005, réf. LSO-BH06382, a été déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 29 août 2005.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

J.R. Schmitz.

(077109.3/000/10) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 29 août 2005.

IMPRIMERIE WORRE-MERTENS LES SUCCESEURS S.A., Société Anonyme.

Siège social: Luxembourg.
R. C. Luxembourg B 60.776.

Le bilan au 31 décembre 2004, enregistré à Luxembourg, le 24 août 2005, réf. LSO-BH06292, a été déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 29 août 2005.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 26 août 2005.

Signature.

(077110.3/000/10) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 29 août 2005.

POMPES FUNEBRES PAUL BRANDENBURGER, S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-4344 Esch-sur-Alzette, 32, rue Saint Vincent.
R. C. Luxembourg B 63.137.

Le bilan arrêté au 31 décembre 2004, enregistré à Luxembourg, le 23 août 2005, réf. LSO-BH05702, a été déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 29 août 2005.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Ehnen, le 26 août 2005.

Pour POMPES FUNEBRES PAUL BRANDENBURGER, S.à r.l.

FIDUCIAIRE ROGER LINSTER

V. Roman

(077111.3/598/13) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 29 août 2005.

BOC No. 1, S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Registered office: L-2320 Luxembourg, 69A, boulevard de la Pétrusse.
R. C. Luxembourg B 84.382.

In the year two thousand and five, on the twenty-second day of April.

Before Us, Maître Henri Hellinckx, notary residing in Mersch, Grand Duchy of Luxembourg.

Was held an Extraordinary General Meeting of shareholders of BOC No. 1, S.à r.l. (the «Company»), a company with limited liability («société à responsabilité limitée»), having its registered office in L-2320 Luxembourg, 69A, boulevard de la Pétrusse, R.C.S. Luxembourg B 84.382 incorporated pursuant to a notarial deed on 22th October, 2001, published in the Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations number 369 of 7 March 2002. The Articles of Incorporation of the Company have been amended for the last time pursuant to a deed of the undersigned notary held on this day at 6.00 p.m., not yet published in the Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations.

The meeting was opened at 7.00 p.m. with Mr Francis Kass, lawyer, residing in Luxembourg, in the chair, who appointed as secretary Mrs Solange Wolter-Schieres, private employee, residing in Schouweiler.

The meeting elected as scrutineer Mr Grégory Noyen, lawyer, residing in Luxembourg.

The board of the meeting having thus been constituted, the chairman declared and requested the notary to state:

I. That the agenda of the meeting is the following:

1. Transfer of the registered office of the Company from Luxembourg to Guernsey and submission of the Company to Guernsey law.

2. Amendments of the Articles of Incorporation of the Company to comply with Guernsey law.

3. Miscellaneous.

II. That the shareholders present or represented, the proxies of the represented shareholders and the number of their shares are shown on an attendance list; this attendance list, signed by the shareholders, the proxies of the represented shareholders and by the board of the meeting, will remain annexed to the present deed to be filed at the same time with the registration authorities.

The proxies of the represented shareholders, initialed *ne varietur* by the appearing parties will also remain annexed to the present deed.

III. That the whole corporate capital being present or represented at the present meeting and all the shareholders present or represented declaring that they have had due notice and got knowledge of the agenda prior to this meeting, no convening notices were necessary.

IV. That the present meeting, representing the whole corporate capital, is regularly constituted and may validly deliberate on all the items of the agenda.

Then the general meeting after deliberation, took unanimously the following resolutions:

First resolution

The meeting resolves to approve the registration of the Company as a Guernsey company, to transfer the registered office of the Company from 69A, boulevard de la Pétrusse, L-2320 Luxembourg, Grand Duchy of Luxembourg to 1 Le Marchant Street, St Peter Port, Guernsey, GY1 4HP, Channel Islands and to submit the Company to Guernsey law.

Second resolution

The meeting resolves to adopt new memorandum and articles of association, in order to comply with Guernsey law, which will read as follows:

THE COMPANIES (GUERNSEY) LAWS 1994 to 1996 COMPANY LIMITED BY SHARES MEMORANDUM OF ASSOCIATION

1. The name of the Company is BOC No. 1 LIMITED.
2. The Registered Office of the Company will be situate in Guernsey.
3. The objects for which the Company is established are:
 - (1) To carry on business as a general commercial company.
 - (2) To finance by any means other The BOC GROUP plc companies.
 - (3) To carry on business as an investment and property company.
 - (4) To carry on business anywhere as a trading trust finance agency and manufacturing company and generally to undertake all kinds of investment trading manufacturing and other operations.
 - (5) To act as trustees liquidators executors administrators managers general partners receivers fiduciaries directors secretaries officers attorneys or agents anywhere.
 - (6) To purchase or acquire for any estate or interest and hold use deal or trade in whether with a view to profit or not and by any means property and rights of all kinds real or personal movable or immovable legal or equitable and to hold any such property and rights in the name of the Company or its nominees and to exercise and enforce all rights and powers as owners and to develop any such property or rights.
 - (7) To prepare any property of the Company for building or other purposes and to construct alter demolish and improve buildings and lands and to enter into contracts and arrangements of any kind with any person and to undertake the management of property buildings and lands whether belonging to the Company or otherwise.
 - (8) To advance deposit or lend money securities and property to any person on any terms and to hire lease or sell goods of every description whether under hire purchase or on deferred payment or any terms.
 - (9) To borrow or raise money in any manner and to secure the repayment of any money borrowed raised or owing by assignment charge hypothecation pledge or mortgage on all or any of the property or rights of the Company present future vested or contingent including uncalled capital.
 - (10) To guarantee assure or become liable for or to indemnify against any loss damage or obligation of any person whether or not connected or associated in any manner with the Company (including without limitation any holding or subsidiary company of the Company and any subsidiary of any such holding company) and whether or not for direct or indirect consideration benefit or advantage and in connection with or support of such arrangements to assign charge hypothecate mortgage or pledge all or any of the undertaking and property of the Company (including uncalled capital) and to enter into any contracts or other transactions in relation to any such arrangements.
 - (11) To accept payment for any property right or undertaking sold or disposed of or dealt with by the Company either in cash or in shares or other securities whether with or without deferred or preferred rights or in debentures securities or mortgages or in any other manner.
 - (12) To issue and deposit any shares or securities which the Company may issue by way of charge hypothecation pledge or mortgage to secure any sum less than the nominal amount of such shares or securities and also by way of security for the performance of any obligations or liabilities of the Company or of any person whether or not the Company has an interest in such person or his business.
 - (13) To accumulate capital for any of the purposes of the Company and to appropriate any property or rights for specific purposes conditionally or unconditionally and to allow any person having dealings with the Company to share in the Company's profits or any other advantages or benefits.
 - (14) To pay all or any expenses incurred in connection with formation and promotion of the Company or to contract with any other person to pay the same and to pay commissions to brokers and others for underwriting placing selling or guaranteeing the subscription of any shares or securities of the Company or of any other entity promoted by the Company.
 - (15) To enter into arrangements with any state government or authority national local or otherwise and to obtain therefrom all rights concessions or privileges conducive to the Company's objects and to oppose the grant to any other person of similar rights concessions and privileges.
 - (16) To make gifts to any persons in such circumstances and whether of cash or other property or rights as may be considered directly or indirectly conducive to any of the Company's objects or otherwise expedient and in particular to remunerate any person introducing or doing business to or with the Company.
 - (17) To subscribe or guarantee money for charitable or benevolent objects and to aid in the establishment and support of associations for the benefit of persons at any time employed by or having dealings with the Company or the dependants or families of such persons and to establish and support associations institutions funds and trusts to benefit employees (including directors) and their respective dependants and families at any time and to grant pensions and allowances and to make payments towards insurances for the purpose of indemnifying the Company in respect of claims for any risks or accidents to any officers or employees of the Company whether in the course of their employment or not and to pay premiums on any such insurances including insurance against illness accident or death or for any other purpose.
 - (18) To draw make accept endorse issue discount and execute deeds agreements arrangements cheques promissory notes bills of exchange and lading warrants securities debentures and all other negotiable and transferable instruments or transactions whatsoever.
 - (19) To enter into any joint ventures or arrangements or agreements for sharing profits with any persons.
 - (20) To distribute in specie among the Members by way of dividend or bonus or on a return of capital any property or rights of the Company or any proceeds of sale.
 - (21) To effect insurances and reinsurances against risks of every description whether of the Company or any other person.

(22) To amalgamate with any other company whose objects are or include objects similar to those of the Company whether by sale or purchase (for full or partly paid shares or otherwise) of the undertaking or by sale or purchase (for full or partly paid shares or otherwise) of all or a controlling interest in the shares of the Company or any such other company or partnership or any arrangement in the nature of partnership or in any other manner.

(23) To procure the Company to be recognised or registered anywhere and to carry on all or any part of the Company's business anywhere whether or not the Company has established an office or is so recognised or registered and as principals agents contractors trustees nominees or otherwise and by or through such persons and either alone or in conjunction with others.

(24) To do all such other things as the Company may think incidental to or connected with any of the above objects or conducive to their attainment or otherwise likely in any respect to be advantageous to the Company.

And it is declared that the word «person» in this Memorandum (except in reference to the Company) shall include any individual partnership or other body of persons whether incorporated or not and any government state or authority and further that the objects specified in each paragraph shall be treated as independent and accordingly in no way limited or restricted by reference to or inference from any other paragraph or from the name of the Company and may be carried out as fully and construed as widely as if each paragraph defined the objects of a separate and independent company.

4. The liability of the Members is limited to the amount (if any) for the time being unpaid on the shares held by each of them respectively.

5. The Share Capital of the Company is EUR 12,500 divided into 500 Ordinary Shares of EUR 25 each.

(1) The Company has power to increase or reduce its share capital and to attach to any shares in the initial or increased or reduced capital any preferred deferred qualified or special rights privileges and conditions or to subject the same to any restrictions or limitations and to consolidate or sub-divide all or any of its shares into shares of a larger or smaller denomination.

(2) The rights for the time being attached to any shares in the initial capital and to any shares having preferred deferred qualified or special rights privileges and conditions may be altered or dealt with in accordance with the Articles of Association.

6. The shares shall be paid for according to the terms of allotment or otherwise by calls as the Board shall think fit.

7. Shares in the capital of the Company may be issued in payment or part payment of the purchase consideration for any property purchased by the Company or in consideration of any services rendered to the Company by any person in assisting the Company to carry out any of its objects and for shares so issued no money payment shall be made or required save in so far as by the terms under which any of such shares may be issued a cash payment may be required.

8. The Signature of the Company shall be:

(1) BOC No. 1 LIMITED with the addition of the signature(s) of one or more person(s) authorised generally or specifically by the Board for such purpose, or

(2) The Common Seal of the Company countersigned by such person(s) as the Board may at any time authorise in that behalf.

THE COMPANIES (GUERNSEY) LAWS 1994 to 1996 COMPANY LIMITED BY SHARES ARTICLES OF ASSOCIATION

Interpretation

1. In these Articles the following words shall bear the following meanings if not inconsistent with the subject or context:

Words	Meanings
«Articles»	These Articles of Association as now framed and at any time altered.
«At any time»	At any time or times and includes for the time being and from time to time.
«Board»	The Directors at any time or the Directors present at a duly convened meeting at which a quorum is present.
«Director»	includes alternate Director.
«Dividend»	includes bonus.
«Executors»	includes Administrators.
«Laws»	The Companies. (Guernsey) Laws, 1994 to 1996 and the Companies (Enabling Provisions) (Guernsey) Law, 1996 in each case as amended extended or replaced and any Ordinance statutory instrument or regulation made thereunder.
«Liquidator»	includes joint Liquidators.
«Member»	includes registered holder of a share and vice versa and any person entitled on death disability or insolvency of a member.
«Memorandum»	The Memorandum of Association of the Company.
«Month»	Calendar Month.
«Office»	The registered office at any time of the Company.
«Probate»	includes Letters of Administration.
«Proxy»	includes attorney.
«Register»	The Register of Members kept pursuant to the Laws.
«Seal»	The Common Seal of the Company.
«Secretary»	includes a temporary or assistant Secretary and any person appointed by the Board to perform any of the duties of Secretary.

Any reference to a share shall, where the Board has resolved to allot and issue fractions of shares, include such fractions.

The singular includes the plural and vice versa.

The masculine includes the feminine.

Words importing persons include corporations.

Expressions referring to writing include any mode of representing or reproducing words.

Subject to the above any words defined in the Laws shall if not inconsistent with the subject or context bear the same meaning in these Articles.

Business

2. Any branch or kind of business which by the Memorandum or by these Articles is either expressly or impliedly authorised to be undertaken may be undertaken or suspended at any time by the Board whether commenced or not.

Shares

3. Without prejudice to any special rights previously conferred or the holders of any existing shares or class of shares any share in the Company may be issued with such preferred deferred or other special rights or restrictions whether as to dividend voting return of capital or otherwise as the Company at any time by ordinary resolution may determine and subject to and in default of such determination as the Board may determine.

4. Subject to the provisions of the Laws:

(1) any preference shares may with the sanction either of the Board or an ordinary resolution be issued on terms that they are or at the option of the Company or the holder are liable to be redeemed on such terms and in such manner as the Company before the issue may by ordinary resolution determine and subject to and in default of such determination as the Board may determine;

(2) the Company may purchase any of its own shares whether or not they are redeemable and may pay in respect of such purchase otherwise than out of its distributable profits or the proceeds of fresh issue of shares;

(3) the Company and any of its subsidiary companies may give financial assistance directly or indirectly for the purpose of or in connection with the acquisition of shares in the Company or in connection with reducing or discharging any liability incurred in connection with the purchase of shares in the Company;

(4) the Company may convert all or any of its shares the nominal amount of which is expressed in a particular currency or former currency into shares of a nominal amount of a different currency, the conversion being effected at the rate of exchange (calculated to not less than three significant figures) current on the date of the resolution or on such other date as may be specified therein.

5. If at any time the share capital is divided into different classes of shares the rights attached to any class (unless otherwise provided by the terms of issue) may whether or not the Company is being wound up be varied with the consent in writing of the holders of three-fourths of the issued shares of that class or with the sanction of a special resolution of the holders of the shares of that class. To any separate general meeting of a class the provisions of these Articles relating to general meetings shall apply but so that the necessary quorum shall be two persons holding in person or by proxy one-third of the issued shares of that class and that any holder of shares of that class present in person or by proxy may demand a poll.

6. The rights conferred upon the holders of the shares of any class issued with preferred or other rights shall not (unless otherwise expressly provided by the terms of issue of the shares of that class) be deemed to be varied by the creation or issue of further shares ranking *pari passu* therewith.

7. In default of any ordinary resolution by the Company the unissued shares shall be at the disposal of the Board which may allot grant options over or otherwise dispose of them to such persons on such terms and conditions and at such times as the Board determines but so that no share shall be issued at a discount except in accordance with the Laws and so that the amount payable on application on each share shall be fixed by the Board.

8. The Company may pay commission in money or shares to any person in consideration of his subscribing or agreeing to subscribe whether absolutely or conditionally for any shares in the Company or procuring or agreeing to procure subscriptions whether absolute or conditional for any shares in the Company provided that the rate or amount of commission shall be fixed by the Board and disclosed in accordance with the Laws. The Company may also pay brokerages.

9. Except as ordered by a court of competent jurisdiction or as required by law the Company shall not be affected or bound by or be compelled in any way to recognise (even when having notice) any equitable contingent future or partial interest in any share or fraction or (except only as by these Articles or by law otherwise provided) any other rights in respect of any share except an absolute right to the entirety in the registered holder and whether or not such share shall be entered in the Register as held in trust nor shall the Company be bound to see to the execution of any trust to which any share may be subject.

Certificates

10. (1) Every person shall be entitled:

(a) without payment to one certificate for all his shares of each class and when part only of the shares comprised in a certificate is sold or transferred to a balance certificate; or

(b) upon payment of such sum as the Board may determine to several certificates each for one or more shares of any class.

(2) Every certificate shall be issued within one month after allotment or lodgement of transfer (or within such other period as the conditions of issue shall provide) and shall specify the shares to which it relates and the amount paid up and the distinguishing numbers (if any).

(3) All forms of certificate for shares or debentures or representing any other form of security (other than letters of allotment scrip certificates and other like documents) shall be issued and may if determined by the Board be issued under

the Seal of the Company and shall be signed autographically unless there shall be in force a resolution of the Board adopting some method of mechanical signature in which event the signatures (if authorised by such resolution) may be effected by the method so adopted.

11. In respect of a share held jointly the Company shall not be bound to issue more than one certificate and delivery of a certificate for a share to one of several joint holders shall be sufficient delivery to all such holders.

12. If a share certificate be defaced lost or destroyed it may be renewed on payment of such fee and on such terms (if any) as to evidence and indemnity and the payment of expenses as the Board thinks fit.

Lien

13. The Company shall have a first and paramount lien (extending to all dividends payable) on all shares (not being fully paid) for all moneys whether presently payable or not called or payable at a fixed time in respect of those shares and for all the debts and liabilities of the holder to the Company and that whether the same shall have been incurred before or after notice to the Company of any equitable or other interest of any person (other than such holder) and whether the time for payment or discharge shall have arrived or not and notwithstanding that the same are joint debts or liabilities of such holder and any other person (whether a Member of the Company or not).

14. The Company may sell as the Board thinks fit any shares on which the Company has a lien but no sale shall be made unless a sum in respect of which the lien exists is presently payable nor until after a notice in writing demanding payment has been given to the holder of the shares.

15. To give effect to any sale the Board may authorise some person to transfer the shares sold to the purchaser who shall be registered as the holder of the shares comprised in any such transfer and who shall not be bound to see to the application of the purchase money nor shall his title to the shares be affected by any irregularity or invalidity in the proceedings.

Calls on Shares

16. The Board may at any time make calls upon the Members in respect of any moneys unpaid on their shares (whether on account of the nominal value or by way of premium and not by the conditions of allotment made payable at fixed times) and each Member shall pay to the Company at the time and place appointed the amount called. A call may be revoked or postponed.

17. Joint holders shall be jointly and severally liable to pay calls.

18. If a sum called in respect of a share is not paid before or on the day appointed the person from whom the sum is due shall pay interest from the day appointed to the time of actual payment at such rate as the Board may determine.

19. Any sum which by the terms of issue of a share becomes payable on allotment or at any fixed date shall for the purposes of these Articles be deemed to be a call duly made and payable on the date on which by the terms of issue the same becomes payable and in the case of non-payment all the relevant provisions of these Articles as to payment of interest and expenses forfeiture or otherwise shall apply as if such sum had become payable by virtue of a call duly made and notified.

20. The Board may on an issue of shares differentiate between holders as to amount of calls and times of payment.

Forfeiture and surrender of shares

21. If a Member fails to pay any call or instalment on the day appointed the Board may at any time during such period as any part remains unpaid serve notice requiring payment of so much of the call or instalment as is unpaid together with any interest which may have accrued and any expenses which may have been incurred by the Company by reason of non-payment.

22. The notice shall state a further day on or before which the payment required by the notice is to be made and the place where the payment is to be made and that in the event of non-payment the shares in respect of which the call was made or instalment is payable will be liable to be forfeited. If the requirements of any such notice are not complied with any share in respect of which the notice has been given may at any time before payment has been made be forfeited by a resolution of the Board to that effect. Such forfeiture shall include all dividends declared in respect of the forfeited share and not actually paid before the forfeiture.

23. Notice of forfeiture shall forthwith be given to the former holder and an entry of such notice and forfeiture shall forthwith be made and dated in the Register opposite the entry of the share; but no forfeiture shall be in any manner invalidated by any omission or neglect to give notice or to make entry.

24. A forfeited share shall be deemed to be the property of the Company and may be sold re-allotted or otherwise disposed of on such terms as the Board shall think fit with or without all or any part of the amount previously paid on the share being credited as paid and at any time before a sale or disposition the forfeiture may be cancelled.

25. A person whose shares have been forfeited shall cease to be a Member in respect of those shares but shall notwithstanding remain liable to pay to the Company all moneys which at the date of forfeiture were payable in respect of the shares with interest at such rate as the Board may determine. The Board may enforce payment without any allowance for the value of the shares at the time of forfeiture.

26. The forfeiture of a share shall extinguish all interest in and all claims and demands against the Company in respect of the share and all other rights and liabilities incidental to the share as between the holder and the Company.

27. The Board may accept from any Member on such terms as shall be agreed a surrender of any shares in respect of which there is a liability for calls. Any surrendered share may be disposed of in the same manner as a forfeited share.

28. A declaration in writing by a Director or the Secretary that a share has been duly forfeited or surrendered on the date stated in the declaration shall be conclusive evidence of the facts therein as against all persons claiming to be entitled to the shares.

29. The Company may receive the consideration given for any share on any sale or disposition and may execute a transfer of the share in favour of the person to whom the same is sold or disposed of and he shall thereupon be regis-

tered as the holder and shall not be bound to see to the application of the purchase money nor shall his title be affected by any irregularity or invalidity in forfeiture sale re-allotment or disposal.

Transfer and transmission of shares

30. All transfers of shares may be effected by transfer in writing in any form as the Board may accept. Any instrument of transfer shall be signed by or on behalf of the transferor who shall be deemed to remain the holder until the name of the transferee is entered in the Register.

31. Every instrument of transfer shall be left at the Office or such other place as the Board may prescribe with the certificate of every share to be transferred and such other evidence as the Board may reasonably require to prove the title of the transferor or his right to transfer the shares; and the transfer and certificate shall remain in the custody of the Board but shall be at all reasonable times produced at the request and expense of the transferor or transferee or their respective representatives. A new certificate shall be delivered to the transferee after the transfer is completed and registered on his application and when necessary a balance certificate shall be delivered if required by him in writing. A fee determined by the Board may be charged for each transfer and also for the registration of every probate notice power of attorney or document tendered for registration and shall be paid before registration.

32. The Board may in their discretion and without assigning any reasons refuse to register a transfer of any share to any person of whom they shall not approve as transferee. If the Board refuse to register a transfer of any share they shall send to the transferee notice of refusal within a reasonable period.

33. The Company shall keep the Register in accordance with the Laws. The Register may be closed during such periods as the Board think fit not exceeding in all thirty days in any year.

34. On the death of a Member the survivors where the deceased was a joint holder and the executors of the deceased where he was a sole holder shall be the only persons recognised by the Company as having any title to or interest in his shares; but nothing herein shall release the estate of a deceased joint holder from any liability in respect of any share jointly held.

35. A person entitled to shares in consequence of death disability or insolvency shall not be entitled to receive notice of or to attend or to vote at any meeting or (save as regards the receipt of such dividends as the Board shall not elect to retain) to exercise any of the rights of a holder unless and until he shall have been registered as holder.

Restrictions on transfer of shares

36. A share may be transferred to any Member selected by the transferor; but save as provided below no share shall be transferred to a person who is not a Member so long as any Member is willing to purchase the same at the fair value.

37. Except where a transfer is made by transmission on the death of a Member the person proposing to transfer any share («proposing transferor») shall give notice in writing («transfer notice») to the Secretary of his desire to transfer and such notice shall specify the sum he fixes as the fair value and shall constitute the Secretary his agent for the sale at the price fixed or at the option of the purchaser («purchasing Member») at the fair value to be fixed by the Auditor.

38. A transfer notice may include several shares and in such case shall operate as if it were a separate notice in respect of each. A transfer notice shall only be revocable with the sanction of the Board.

39. If the Secretary shall within the space of twenty-eight days after being served with a transfer notice find a Member willing to purchase he shall give notice to the proposing transferor and the purchasing Member.

40. In case any difference arises between the proposing transferor and the purchasing Member as to the fair value the Auditor shall on the application of either party and at the cost of the Company certify in writing the sum which in his opinion is the fair value and which shall be deemed to be the fair value and in so certifying the Auditor shall act as an expert and not as an arbitrator.

41. If in any case the proposing transferor after having become bound as aforesaid defaults in transferring the Company may receive the purchase money and shall thereupon cause the name of the purchasing Member to be entered in the Register as the holder of the share and shall hold the purchase money in trust for the proposing transferor. The receipt of the Company for the purchase money shall be a good discharge to the purchasing Member.

42. If the Secretary shall not within the space of twenty-eight days after being served with a transfer notice find a person willing to purchase the share and give notice as provided above the proposing transferor shall at any time within three calendar months afterwards be at liberty to sell and transfer the shares (or those not placed) to any person at a price which shall not be less than the fair value.

43. Every employee of the Company who is a Member shall forthwith on ceasing his employment be bound to give a transfer notice to the Secretary in respect of the shares so held by him and should he fail to do so the Secretary as his agent may give the same.

44. A share of a deceased Member may be transferred by his executors to his heirs or legatees.

Alteration of capital.

45. The Company at any time may by ordinary resolution increase the share capital by such sum to be divided into shares of such amount as the resolution shall prescribe.

46. Any new shares shall be of such class and amount and have such preference or priority as regards dividends or in the distribution of assets or as to voting or otherwise over any other shares of any class whether then issued or not or be subject to such stipulations deferring them to any other shares with regard to dividends or in the distribution of the assets as the Board may determine.

47. The Company before the issue of any new shares may ordinarily resolve that all or some of them shall be offered to the Members in proportion to their existing shares at such price as the Company or the Board may fix and such offer shall be made by notice specifying the number of shares to which the Member is entitled and limiting a time within which the offer if not accepted will be deemed to be declined; and after the expiration of such period or on the receipt of an intimation from the Member that he declines the Board may offer the same on similar terms to such of the other share-

holders as they may select including the Directors or dispose of them in such manner as they think fit. For the purpose of giving effect to this Article the Board shall be entitled to disregard fractions. In the absence of any determination or so far as the same shall not extend new shares may be dealt with as if they formed part of the original capital and shall be subject to these Articles.

48. The Company may by ordinary resolution:

(1) consolidate and divide all or any of its share capital into shares of larger amount than its existing shares;
 (2) subdivide all or any of its shares into shares of smaller amount than is fixed by the Memorandum so however that in subdivision the proportion between the amount paid and the amount if any unpaid on each reduced share shall be the same as it was in the case of the share from which the reduced share is derived and so that the resolution whereby any share is subdivided may determine that as between the holders of the shares resulting from subdivision one or more of the shares may have such preferred deferred or other rights over the others as the Company has power to attach to unissued or new shares;

(3) cancel any shares which have not been taken or agreed to be taken by any person and diminish the amount of its share capital by the amount of the shares so cancelled.

49. The Board on any consolidation of shares may deal with fractions of shares in any manner.

50. The Company may by special resolution reduce its share capital any capital redemption reserve fund or any share premium account in any manner and with and subject to any incident authorised and consent required by the Laws.

General meetings

51. (1) The first general meeting of the Company shall be held within such time as may be required by the Laws and thereafter general meetings shall be held once at least in each subsequent calendar year. Other meetings of the Company shall be called extraordinary general meetings. General meetings may be held in Guernsey or in the United Kingdom at the discretion of the Directors.

(2) A Member participating by video link or telephone conference call or other electronic or telephonic means of communication in a meeting at which a quorum is present shall be treated as having attended that meeting provided that the Members present at the meeting can hear and speak to the participating Member.

(3) A video link or telephone conference call or other electronic or telephonic means of communication in which a quorum of Members participates and all participants can hear and speak to each other shall be a valid meeting which shall be deemed to take place where the Chairman is present unless the Members resolve otherwise.

52. Any general meeting convened by the Board unless its time shall have been fixed by the Company in general meeting or unless convened in pursuance of a requisition may be postponed by the Board by notice in writing and the meeting shall subject to any further postponement or adjournment be held at the postponed date for the purpose of transacting the business covered by the original notice.

53. The Board may whenever it thinks fit and shall on the requisition in writing of one or more holders representing not less than one-tenth of the issued share capital of the Company upon which all calls or other sums then due have been paid forthwith proceed to convene an extraordinary general meeting.

54. The requisition shall be dated and shall state the object of the meeting and shall be signed by the requisitionists and deposited at the Office and may consist of several documents in like form each signed by one or more of the requisitionists.

55. If the Board does not proceed to cause a meeting to be held within twenty-one days from the date of the requisition being so deposited the requisitionists or a majority of them in value may themselves convene the meeting.

56. Any meeting convened by requisitionists shall be convened in the same manner (as nearly as possible) as that in which meetings are convened by the Board.

Notice of general meetings

57. Not less than ten days' notice specifying the time and place of any general meeting and specifying also in the case of any special business the general nature of the business to be transacted shall be given by notice sent by post by the Secretary or other Officer of the Company or any other person appointed in that behalf by the Board to such Members as are entitled to receive notices provided that with the consent in writing of all the Members a meeting may be convened by a shorter notice or at no notice and in any manner they think fit. In every notice there shall appear a statement that a Member entitled to attend and vote is entitled to appoint one or more proxies to attend and vote instead of him and that a proxy need not be a Member.

58. The accidental omission to give notice of any meeting to or the non receipt of such notice by any Member shall not invalidate any resolution or any proposed resolution otherwise duly approved.

Proceedings at general meetings

59. The ordinary business of an ordinary general meeting shall be to receive and consider the profit and loss account and the balance sheet of the Company and the reports of the Directors and the Auditors to elect Directors and appoint Auditors in the place of those retiring to fix the remuneration of the Directors and Auditors to sanction or declare dividends and to transact any other ordinary business which ought to be transacted at such meeting. All other business shall be deemed special and shall be subject to notice as hereinbefore provided.

60. The quorum for a general meeting shall be two Members present in person or by proxy.

61. If within half an hour after the time appointed for the meeting a quorum is not present the meeting if convened by or upon a requisition shall be dissolved. If otherwise convened it shall stand adjourned for fourteen days at the same time and place and no notice of adjournment need be given.

62. The Members present in person or by proxy and entitled to vote shall choose one of their own number to be the Chairman.

63. The Chairman may with the consent of any meeting at which a quorum is present and shall if so directed by the meeting adjourn the meeting at any time and to any place but no business shall be transacted at any adjourned meeting other than the business left unfinished at the meeting from which the adjournment took place. When a meeting is adjourned for thirty days or more notice of the adjourned meeting shall be given as in the case of an original meeting. Save as aforesaid it shall not be necessary to give any notice of an adjournment or of the business to be transacted at an adjourned meeting.

64. At any meeting a resolution put to the vote shall be decided by a show of hands or by a poll at the option of the Chairman. Nevertheless before or on the declaration of the result a poll may be demanded:

(1) by the Chairman; or

(2) by one Member present in person or by proxy provided he represents at least one-tenth of the subscribed capital; or

(3) by two Members present in person or by proxy.

The demand for a poll may be withdrawn.

Unless a poll be demanded a declaration by the Chairman that a resolution has on a show of hands been carried or carried unanimously or by a particular majority or lost and an entry to that effect in the minute book shall be conclusive evidence of the fact without proof of the number or proportion of the votes recorded.

65. A poll if demanded shall be taken at the meeting at which the same is demanded or at such other time and place as the Chairman shall direct and the result shall be deemed the resolution of the meeting.

66. The demand for a poll shall not prevent the continuance of a meeting for the transaction of any business other than the question on which a poll has been demanded.

67. If a poll shall be duly demanded on the election of a Chairman or on any question of adjournment it shall be taken at once.

68. In case of an equality of votes on a poll the Chairman shall have a second or casting vote.

Votes of members

69. (1) On a show of hands every Member present in person or by proxy shall have one vote.

(2) On a poll every Member present in person or by proxy shall have one vote for each share held by him subject to any special voting powers or restrictions.

70. Where there are joint registered holders of any share such persons shall not have the right of voting individually in respect of such share but shall elect one of their number to represent them and to vote whether in person or by proxy in their name. In default of such election the person whose name stands first on the Register shall alone be entitled to vote.

71. Any Member being incapable or of unsound mind may vote by his curator or other legal guardian. Any of such persons may vote either personally or by proxy.

72. On a poll votes may be given either personally or by proxy and a Member entitled to more than one vote need not use all his votes or cast all the votes he uses in the same way. A proxy need not be a Member. An instrument of proxy may be valid for one or more meetings.

73. No Member shall be entitled to be present or take part in any proceedings or vote either personally or by proxy at any meeting unless all calls due from him have been paid. No Member shall be entitled to vote in respect of any shares that he has acquired by purchase for pecuniary consideration unless he has been registered as their holder.

74. No objection shall be raised to the qualification of any voter except at the meeting or adjourned meeting at which the vote objected to is given or tendered and every vote not disallowed shall be valid for all purposes. Any objection made in due time shall be referred to the Chairman whose decision shall be final and binding.

75. The instrument appointing a proxy shall be in writing under the hand of the appointor or of his attorney duly authorised in writing or if the appointor is a corporation under the hand of an officer or attorney duly authorised.

76. The instrument appointing a proxy and the power of attorney or other authority (if any) under which it is signed or a notarially certified copy of that power or authority shall be deposited at the Office not less than 48 hours before the time for holding the meeting or adjourned meeting at which the person named in the instrument proposes to vote or in the case of a poll not less than 24 hours before the time appointed for the taking of the poll and in default unless the Board directs otherwise the instrument of proxy shall not be treated as valid.

77. The instrument appointing a proxy may be in any form which the Board may approve and may include an instruction by the appointor to the proxy either to vote for or against any resolution to be put to the meeting.

78. The instrument appointing a proxy shall be deemed to confer authority to demand or join in demanding a poll and shall be as valid for any adjournment as for the meeting to which it relates.

79. A vote given in accordance with the terms of an instrument of proxy shall be valid notwithstanding the previous death or disability of the principal or revocation of the proxy or of the authority under which the proxy was executed provided that no intimation in writing of such death disability or revocation shall have been received by the Company at the Office before the commencement of the meeting or adjournment or the taking of the poll at which the proxy is used.

80. Any corporation which is a Member may by resolution of its Directors or other governing body authorise such person as it thinks fit to act as its representative at any meeting of the Company or of any class of Members of the Company or to approve any resolution submitted in writing and the person so authorised shall be entitled to exercise on behalf of the corporation which he represents the same powers (other than to appoint a proxy) as that corporation could exercise if it were an individual Member of the Company.

Written resolutions

81. Resolutions of the Members may be approved in writing if so determined by the Directors in accordance with the Laws and every member voting thereon shall have one vote for each share subject to any special voting powers or restrictions.

82. Notice specifying the proposed resolution in writing may be forwarded by the Company to Members by post or by facsimile or such other telephonic or electronic means of written communications as the Board may determine at any time.

83. Notices of proposed written resolutions forwarded by post shall be sent to the address of such Members entered in the Register. Notices forwarded by any telephonic or electronic means of written communication shall be forwarded to such destination as the Member in question may at any time designate in writing signed by him.

84. Notices of proposed written resolutions shall incorporate or be accompanied by an instrument to be signed by or on behalf of the Member to who it is addressed for the purpose of approving the same.

85. Any notice of a proposed written resolution shall specify a date and time (whether greater or lesser than any period for the time being prescribed by the Laws) at which the instrument or instruments signed by or on behalf of the Members voting in favour thereof shall be counted and at which the resolution if approved by the requisite majority shall become effective. No instrument received or signature appended thereto after such time shall be counted.

86. Notwithstanding anything else contained herein (and in particular the method of forwarding the notice of and instrument for approving the written resolution to Members) all such instruments containing such approval shall be in writing and signed by the Member or Members in question. The signature of a Member shall be acceptable for such purposes if received by facsimile telephonic transmission.

87. The accidental omission to give notice of any proposed written resolution to or the non receipt of such notice by any member shall not invalidate any resolution or any proposed resolution otherwise duly approved.

Number and appointment of directors

88. The first Directors of the Company shall be appointed by the subscribers to the Memorandum. Unless such subscribers appoint a sole Director and until otherwise determined by the Board the number of Directors shall be not less than two.

89. (1) The Board shall have power at any time to appoint any person to be a Director either to fill a casual vacancy or as an addition to the existing Directors but so that the total number of Directors shall not at any time exceed the number fixed pursuant to these Articles. Any Director so appointed shall hold office only until the next following ordinary general meeting and shall then be eligible for reelection.

(2) A member or members holding a majority in nominal amount of the issued ordinary share capital for the time being in the Company shall have power from time to time and at any time to appoint any person as a director or alternate director and to remove from office any director or alternate director howsoever appointed. Any such appointment or removal shall be effected by an instrument in writing signed by the member or members making the same, or in the case of a member being a company signed by one of its directors on its behalf, and shall take effect upon lodgement at the registered office of the Company.

90. No person other than a Director retiring at a general meeting shall unless recommended by the Directors be eligible for election by the Company to the office of Director unless not less than fourteen days before the date appointed for the meeting there shall have been left at the Office notice in writing signed by a Member duly qualified to attend and vote at the meeting for which such notice is given of his intention to propose such person for election together with notice in writing signed by that person of his willingness to be elected.

91. Without prejudice to the powers of the Board the Company in general meeting may appoint any person to be a Director either to fill a casual vacancy or as an additional Director.

Qualification and remuneration of directors

92. A share qualification for a Director may be fixed by the Company in general meeting and unless and until so fixed no qualification shall be required.

Alternate directors

93. Any Director may by notice in writing under his hand served upon the Company appoint any person (whether a Member of the Company or not) as an alternate Director to attend and vote in his place at any meeting of the Directors at which he is not personally present or to undertake and perform such duties and functions and to exercise such rights as he could personally and such appointment may be made generally or specifically or for any period or for any particular meeting and with and subject to any particular restrictions. Every such appointment shall be effective and the following provisions shall apply:

(1) Every alternate Director while he holds office as such shall be entitled:

(a) if his appointor so directs the Secretary to notice of meetings of the Directors; and

(b) to attend and to exercise (subject to any restrictions) all the rights and privileges of his appointor at all such meetings at which his appointor is not personally present.

(2) Every alternate Director shall ipso facto vacate office if and when his appointment expires by effluxion of time or his appointor vacates office as a Director or removes the alternate Director from office as such by notice in writing under his hand served upon the Company.

(3) No alternate Director shall be entitled as such to receive any remuneration from the Company but every alternate Director shall be entitled to be paid all reasonable expenses incurred in exercise of his duties.

(4) A Director may act as alternate Director for another Director and shall be entitled to vote for such other Director as well as on his own account but no Director shall at any meeting be entitled to act as alternate Director for more than one other Director.

Borrowing powers of the board

94. The Board may exercise all the powers of the Company to borrow money and to mortgage hypothecate pledge or charge all or part of its undertaking property and uncalled capital and to issue debentures and other securities whether outright or as collateral security for any liability or obligation of the Company or of any third party.

Other powers and duties of the board

95. The business of the Company shall be managed by the Board who may exercise all such powers of the Company as are not required to be exercised by the Company in general meeting subject nevertheless to these Articles and to the Laws and to such regulations as may be prescribed by the Company in general meeting but no regulation so made shall invalidate any prior act of the Board. The general powers given by this Article shall not be limited or restricted by any special authority or power given to the Board by any other Article.

96. The Board may arrange that any branch of the business carried on by the Company or any other business in which the Company may be interested shall be carried on by or through one or more subsidiary companies and the Board may on behalf of the Company make such arrangements as it thinks advisable for taking the profits or bearing the losses of any branch or business so carried on or for financing assisting or subsidising any such subsidiary company or guaranteeing its contracts obligations or liabilities.

97. The Board may establish any local boards or agencies for managing any of the affairs of the Company and may appoint any one or more of its number or any other persons to be members of such local Boards or any managers or agents and may fix their remuneration and may delegate to any local board manager or agent any of the powers authorities and discretions vested in the Board with power to sub-delegate and may authorise the members of any local board to fill any vacancies and to act notwithstanding vacancies and any such appointment or delegation may be made upon such terms and subject to such conditions as the Board may think fit and the Board may remove any person so appointed and may annul or vary any such delegation but no person dealing in good faith and without notice of any such annulment or variation shall be affected thereby.

98. The Board may at any time by power of attorney given under the hand of such person or persons duly authorised in that behalf appoint any person or any fluctuating body of persons whether nominated directly or indirectly by the Board to be the attorney of the Company for such purposes and with such powers and discretions and for such periods and subject to such conditions as the Board may think fit and any such power of attorney may contain such provisions for the protection and convenience of persons dealing with any attorney as the Board may think fit and may also authorise any attorney to sub-delegate all or any of his powers and discretions.

99. (1) A Director who is in any way directly or indirectly interested in a contract or arrangement or proposed contract or arrangement with the Company shall disclose the nature of his interest at a meeting of the Board. In the case of a proposed contract such disclosure shall be made at the meeting of the Board at which the question of entering into the contract or arrangement is first taken into consideration or if the Director was not at the date of that meeting interested in the proposed contract or arrangement at the next meeting of the Board held after he became so interested. In a case where the Director becomes interested in a contract or arrangement after it is made disclosure shall be made at the first meeting of the Board held after the Director becomes so interested.

For the purpose of the foregoing a general notice given to the Board by a Director to the effect that he is a member of a specified company or firm and is to be regarded as interested in any contract or arrangement which may after the date of the notice be made with that company or firm shall be deemed to be a sufficient disclosure of interest unless either it is given at a meeting of the Board or the Director takes reasonable steps to ensure that it is raised and read at the next meeting of the Board after it is given.

(2) A Director may vote in respect of any contract or arrangement in which he is interested and be counted in the quorum present at any meeting at which any such contract or arrangement is proposed or considered and if he shall so vote his vote shall be counted.

(3) A Director may hold any other office or place of profit under the Company (other than Auditor) in conjunction with his office of Director for such period and on such terms (as to remuneration and otherwise) as the Board may determine and no Director or intending Director shall be disqualified by his office from contracting with the Company either with regard to his tenure of any such other office or place of profit or as vendor purchaser or otherwise nor shall any such contract or any contract on arrangement entered into by or on behalf of the Company in which any Director is in any way interested be liable to be avoided nor shall any Director so contracting or being so interested be liable to account to the Company for any profits realised by any such contract or arrangement by reason of such Director holding that office or of the fiduciary relationship thereby established.

(4) Any Director may act by himself or his firm in a professional capacity for the Company and he or his firm shall be entitled to remuneration for professional services as if he were not a Director.

100. All cheques promissory notes drafts bills of exchange and other negotiable instruments and all receipts for moneys paid to the Company shall be signed drawn accepted endorsed or otherwise executed in such manner as the Board shall at any time determine.

101. The Board shall cause minutes to be made in books provided for the purpose:

- (1) of all appointments of Officers;
- (2) of the names of the Directors present at each meeting of the Board and of any committee;
- (3) of all resolutions and proceedings at meetings of the Company and meetings of the Board and of committees.

Disqualification of directors

102. The office of a Director shall ipso facto be vacated:

- (1) if he (not being a person holding for a fixed term an executive office subject to termination if he cease from any cause to be a Director) resigns his office by written notice signed by him sent to or deposited at the Office;
- (2) if he shall have absented himself (such absence not being absence with leave or by arrangement with the Board on the affairs of the Company) from meetings of the Board for a consecutive period of twelve months and the Board resolves that his office shall be vacated;
- (3) if he becomes of unsound mind or incapable;
- (4) if he becomes insolvent suspends payment or compounds with his creditors;
- (5) if he is requested to resign by written notice signed by all his co-Directors.
- (6) if the Company in general meeting shall declare that he shall cease to be a Director.

103. If the Company in general meeting removes any Director before the expiration of his period of office it or the Board may appoint another person to be a Director in his stead who shall retain his office so long only as the Director in whose stead he is appointed would have held the same if he had not been removed. Such removal shall be without prejudice to any claims such Director may have for damages for breach of any contract of service between him and the Company.

Proceedings of directors

104. (1) The Board may meet for the dispatch of business adjourn and otherwise regulate its meetings as it thinks fit. Questions arising at any meeting shall be decided by a majority of votes. In case of an equality of votes the Chairman at the meeting shall have a second or casting vote.

(2) A Director participating by video link or telephone conference call or other electronic or telephonic means of communication in a meeting of the Board at which a quorum is present shall be treated as having attended that meeting provided that the Directors present at the meeting can hear and speak to the participating Director.

(3) A video link or telephone conference call or other electronic or telephonic means of communication in which a quorum of Directors participates and all participants can hear and speak to each other shall be a valid meeting which shall be deemed to take place where the Chairman is present unless the Directors resolve otherwise.

105. The Board shall also determine the notice necessary for its meetings and the persons to whom such notice shall be given.

106. A meeting of the Board at which a quorum is present shall be competent to exercise all powers and discretions exercisable by the Board.

107. The continuing Directors may act notwithstanding any vacancy but if and so long as their number is reduced below the minimum number fixed pursuant to these Articles the continuing Directors may act for the purpose of increasing the number of Directors to that number or of summoning a general meeting but for no other purpose. If there be no Directors able or willing to act then any holder may summon a general meeting for the purpose of appointing Directors.

108. The Board may elect a Chairman of their meetings and determine the period for which he is to hold office. If no such Chairman be elected or if at any meeting the Chairman be not present within five minutes after the time appointed for holding the same the Directors present may choose one of their number to be Chairman of the meeting.

109. The Board may delegate any of their powers to committees consisting of such one or more Directors as they think fit. Any committee so formed shall in the exercise of the powers so delegated conform to any regulations that may be imposed on it by the Board.

110. The quorum necessary for the transaction of the business of the Board may be fixed by the Board and unless so fixed shall be two except that where the minimum number of Directors has been fixed at one a sole Director shall be deemed to form a quorum. For the purposes of this Article an alternate appointed by a Director shall be counted in a quorum at a meeting at which the Director appointing him is not present.

111. A resolution in writing signed by each Director (or his alternate) entitled to receive notice of a meeting of the Board or by all the members of a committee shall be as valid and effectual as a resolution passed at a meeting of the Board or committee. Such resolution may be contained in one document or in several documents in like form each signed by one or more of the Directors or members of the committee and may be transmitted to the Company by facsimile.

Executive director

112. (1) The Board may at any time appoint one or more of the r body to be holder of any executive office including the office of Managing Director on such terms and for such periods as they may determine.

(2) The appointment of any Director to any executive office shall be subject to termination if he ceases from any cause to be a Director but without prejudice to any claim for damages for breach of any contract of service between him and the Company.

(3) The Board may entrust to and confer upon a Director holding any executive office any of the powers exercisable by the Board upon such terms and conditions and with such restrictions as it thinks fit either collaterally with or to the exclusion of their own powers and may at any time revoke withdraw alter or vary all or any of such powers.

Secretary

113. The Secretary shall be appointed by the Board for such term at such remuneration and upon such conditions as the Board may think fit and any Secretary may be removed by the Board but without prejudice to any claim which he may have for damages for breach of any contract of service between him and the Company.

114. Any provision of the Laws or these Articles requiring or authorising a thing to be done by a Director and the Secretary shall not be satisfied by its being done by the same person acting both as Director and as or in the place of the Secretary provided that nothing in this Article shall prevent or restrict a Director from being a Director or Secretary of a Director or the Secretary being corporate bodies.

The seal

115. If the Board determines to maintain a Seal they shall provide for the safe custody of the Seal which shall only be used by authority of the Board or of a committee and every instrument to which the Seal shall be affixed shall be signed by any such persons as are authorised by the Board in that behalf. The Board may authorise the use of a duplicate or facsimile Seal for use outside Guernsey in such manner as the Board may at its discretion determine.

Authentication of documents

116. Any Director or the Secretary or any person appointed by the Board for the purpose shall have power to authenticate any documents affecting the Company (including the Memorandum and these Articles) and any resolutions passed by the Company or the Board and any books records documents and accounts relating to the business of the Company and to certify copies or extracts as true copies or extracts; and where any books records documents or accounts are elsewhere than at the Office the local manager or other Officer of the Company having their custody shall be deemed to be a person appointed by the Board as aforesaid.

Dividends

117. The Company in general meeting may declare dividends but no dividend shall exceed the amount recommended by the Board.

118. No dividend shall be paid otherwise than out of the profits of the business of the Company.

119. Unless and to the extent that the rights attached to any shares or the terms of issue thereof otherwise provide all dividends shall be declared and paid according to the amounts paid up on the shares in respect whereof the dividend is paid.

120. The Board may at any time declare and pay such interim dividends as appear to be justified by the position of the Company. The Board may also declare and pay any fixed dividend which is payable on any shares of the Company half-yearly or otherwise on fixed dates whenever the position in the opinion of the Board so justifies.

121. Subject to the Laws where any asset business or property is bought by the Company as from a past date whether such date be before or after the incorporation of the Company profits and losses as from such date may at the discretion of the Board in whole or in part be carried to revenue account and treated for all purposes as profits and losses of the Company. Subject as aforesaid if any shares or securities are purchased cum dividend or interest such dividend or interest may at the discretion of the Board be treated as revenue and it shall not be obligatory to capitalise all or part of the same.

122. The Board may deduct from any dividend payable to any Member on or in respect of a share all sums of money (if any) presently payable by him to the Company on account of calls or otherwise.

123. The Board may retain any dividend or other moneys payable on or in respect of a share on which the Company has a lien and may apply the same in or towards satisfaction of the liabilities or obligations in respect of which the lien exists.

124. The Board may retain dividends payable upon shares in respect of which any person is entitled to become a Member until such person has become a Member.

125. With the sanction of the Company in general meeting any dividend may be paid wholly or in part by the distribution of specific assets and in particular of paid-up shares of the Company. Where any difficulty arises in regard to such distribution the Board may settle the same as it thinks expedient and in particular may issue fractional shares and fix the value for distribution of such specific assets and may determine that cash payments shall be made to any Members upon the footing of the value so fixed in order to adjust the rights of Members and may vest any such specific assets in trustees for the Members entitled as may seem expedient to the Board.

126. Any dividend interest or other moneys payable in cash in respect of shares may be paid by cheque or warrant sent through the post to the registered address of the holder or in the case of joint holders to the registered address of that one of the joint holders who is first named on the Register. Any one of two or more joint holders may give effectual receipts for any dividends interest bonuses or other moneys payable in respect of their joint holdings.

127. No dividend or other moneys payable on or in respect of a share shall bear interest against the Company.

128. All unclaimed dividends may be invested or otherwise made use of by the Board for the benefit of the Company until claimed and the Company shall not be constituted a trustee in respect thereof. All dividends unclaimed for a period of six years after having been declared shall be forfeited and shall revert to the Company.

Reserves

129. The Board may before recommending any dividend set aside out of the profits of the Company such sums as it thinks proper as reserves which shall at the discretion of the Board be applicable for any purpose to which the profits of the Company may be properly applied and pending such application may either be employed in the business of the Company or be invested in such investments as the Board may at any time think fit.

The Board may also without placing the same to reserve carry forward any profits which it may think prudent not to divide.

Capital reserve

130. The Board may establish a capital reserve. All capital appreciation realised upon or derived from the sale or realisation of properties securities or investments or other realisations of or dealings with the capital assets or any other

sums which in the opinion of the Board are of a capital nature may if so determined by the Board be applied to capital purposes only and unless forthwith appropriated to meeting realised losses on sales or realisations or on any change or transposition of securities investments or properties or other realisations of or dealings with capital assets or to writing down properties securities investments or other capital assets (either individually or in the aggregate) shall be carried by the Board to the credit of a capital reserve and all losses of a similar nature shall be carried to the debit of such capital reserve.

131. The sum carried and at any time standing to the credit of the capital reserve shall not in any event be transferred to profit and loss or revenue account but may be regarded as available for capital distribution or for making good losses on the Company's properties securities and investments or for providing for depreciation in the value of the Company's properties securities and investments. Any moneys for the time being standing to the credit of the capital reserve may at the discretion of the Board either be employed in the business of the Company or be invested in such properties investments or other assets as the Board may think fit.

Capitalisation of profits

132. The Company in general meeting may upon the recommendation of the Board resolve that it is desirable to capitalise any part of the amount for the time being standing to the credit of any of the Company's reserve accounts or to the credit of the profit and loss account or otherwise available for distribution and accordingly that such sums be set free for distribution amongst the Members who would have been entitled thereto if distributed by way of dividend and in the same proportions on condition that the same be not paid in cash but be applied either in or towards paying up any amounts for the time being unpaid on any shares held by such Members respectively or paying up in full unissued shares of the Company to be allotted and distributed credited as fully paid to and amongst such Members.

133. Whenever such resolution shall have been passed the Board shall make all appropriations and applications of the undivided profits resolved to be capitalised and all allotments and issues of fully-paid shares and generally shall do all things required to give effect thereto with full power to the Board to make such provision by payment in cash or otherwise as it thinks fit for the case of shares becoming distributable in fractions and also to authorise any person to enter on behalf of all Members entitled thereto into an agreement with the Company providing for the allotment to them respectively credited as fully paid of any further shares to which they may be entitled upon such capitalisation or (as the case may require) for the payment up by the Company on their behalf by the application thereto of their respective proportions of the profits resolved to be capitalised of the amounts or any part of the amounts remaining unpaid on their existing shares and any agreement made under such authority shall be effective and binding on all such Members.

Accounts

134. The Board shall cause proper books of account to be kept with respect to all the transactions assets and liabilities of the Company in accordance with the Laws.

135. The books of account shall be kept at the Office or at such other place as the Board shall think fit and shall at all times be open to the inspection of the Directors but no person other than a Director or Auditor or other person whose duty requires and entitles him to do so shall be entitled to inspect the books accounts and documents of the Company except as provided by the Laws or authorised by the Board or by the Company in general meeting.

136. A balance sheet shall be laid before the Company at its ordinary general meeting in each year and such balance sheet shall contain a general summary of the assets and liabilities of the Company. The balance sheet shall be accompanied by a report of the Directors as to the state of the Company as to the amount (if any) which they recommend to be paid by way of dividend and the amount (if any) which they have carried or propose to carry to reserve. The Auditors' report shall be attached to the balance sheet or there shall be inserted at the foot of the balance sheet a reference to the report.

137. A copy of every balance sheet and of all documents annexed thereto including the reports of the Directors and the Auditors shall at least ten days before the meeting be served on each of the registered holders in the manner in which notices are hereinafter directed to be served and on the Auditors. Any holder may by written notice served on the Company waive this requirement.

Audit

138. Subject to the Laws the Company may elect to become an unaudited company. Whilst the Company continues as an unaudited company the provisions of these Articles in so far as they relate to the appointment of Auditors the duties of Auditors and to the report of Auditors shall be suspended and cease to have effect.

139. A Director shall not be capable of being appointed as an Auditor.

140. A person other than a retiring Auditor shall not be capable of being appointed Auditor at an ordinary general meeting unless notice of intention to nominate that person as Auditor has been given by a Member to the Company not less than fourteen days before the meeting and the Board shall send a copy of any such notice to the retiring Auditor and shall give notice to the Members not less than seven days before the meeting provided that if after notice of the intention to nominate an Auditor has been so given a meeting is called for a date fourteen days or less after such notice has been given the requirements of this provision as to time in respect of such notice shall be deemed to have been satisfied and the notice to be sent or given by the Company may instead of being sent or given within the time required by this Article be sent or given at the same time as the notice of the meeting.

141. The first Auditors shall be appointed by the Board before the first general meeting and they shall hold office until the first ordinary general meeting unless previously removed in which case the Members at such meeting may appoint Auditors.

142. The Board may fill any casual vacancy in the office of Auditor but while any such vacancy continues the surviving or continuing Auditors (if any) may act.

143. The remuneration of the Auditors shall be fixed by the Company in general meeting or in such manner as the Company may determine except that the remuneration of any Auditors appointed by the Directors shall be fixed by the Directors.

144. Every Auditor shall have a right of access at all times to the books accounts and documents of the Company and as regards books accounts and documents of which the originals are not readily available shall be entitled to rely upon copies or extracts certified by an officer of the Company and shall be entitled to require from the Board such information and explanations as may be necessary for the performance of their duties and the Auditors shall make a report to the Members on the accounts examined by them and the report shall state whether in their opinion the accounts give a true and fair view of the state of the Company's affairs and whether they have been prepared in accordance with the Laws.

145. Any Auditor shall be eligible for re-election.

Notices

146. A notice may be given by the Company to any Member either personally or by sending it by prepaid post addressed to such Member at his registered address or if he desires that notices shall be sent to some other address or person to the address or person nominated for such purpose.

147. Any notice or other document if served by post shall be deemed to have been served in the case of a meeting on the day next following that on which the same was posted and in any other case at the time at which the notice would be delivered in the ordinary course of post. In proving such service it shall be sufficient to prove that the notice or document was properly addressed stamped and posted.

148. A notice may be given by the Company to the joint holders of a share by giving the notice to the joint holder first named in the Register in respect of the share.

149. Any notice or document delivered or sent by post to or left at the registered address of any Member shall notwithstanding the death disability insolvency of such Member and whether the Company has notice thereof be deemed to have been duly served in respect of any share registered in the name of such Member as sole or joint holder and such service shall for all purposes be deemed a sufficient service of such notice or document on all persons interested (whether jointly with or as claiming through or under him) in any such share.

Winding up

150. (1) If the Company shall be wound up whether voluntarily or otherwise the Liquidator may with the sanction of a special resolution divide among the Members in specie any part of the assets of the Company and may with the like sanction vest any part of the assets of the Company in trustees upon such trusts for the benefit of the Members as the Liquidator with the like sanction shall think fit.

(2) If thought expedient subject to the obtaining of any necessary consents or sanctions any such division may be otherwise than in accordance with the then existing rights of the Members and in particular any class may be given preferential or special rights or may be excluded altogether or in part but in default of any such provision the assets shall subject to the rights of the holders of shares issued with special rights or privileges or on special conditions be distributed rateably according to the amount paid up on the shares.

(3) In case any of the shares to be divided as aforesaid involve a liability to calls or otherwise any person entitled under such division to any of the said shares may within fourteen days after the passing of the special resolution by notice in writing direct the Liquidator to sell his proportion and pay him the net proceeds and the Liquidator shall if practicable act accordingly.

Indemnity

151. The Directors Managing Directors managers agents Auditors Secretary and other officers or servants for the time being of the Company and the trustees (if any) for the time being acting in relation to any of the affairs of the Company and their respective heirs and executors shall be fully indemnified out of the assets and profits of the Company from and against all actions expenses and liabilities which they or their respective heirs or executors may incur by reason of any contract entered into or any act in or about the execution of their respective offices or trusts except such (if any) as they shall incur by or through their own wilful act neglect or default respectively and none of them shall be answerable for the acts receipts neglects or defaults of the others of them or for joining in any receipt for the sake of conformity or for any bankers or other person with whom any moneys or assets of the Company may be lodged or deposited for safe custody or for any bankers or other persons into whose hands any money or assets of the Company may come or for any defects of title of the Company to any property purchased or for insufficiency or deficiency of or defect in title of the Company to any security upon which any moneys of the Company shall be placed out or invested or for any loss misfortune or damage resulting from any such cause as aforesaid or which may happen in or about the execution of their respective offices or trusts except the same shall happen by or through their own wilful act neglect or default.

Inspection of documents

152. The Board shall determine whether and to what extent and at what times and places and under what conditions the accounts books and documents of the Company shall be open to inspection and no Member shall have any right of inspecting any account or book or document except as conferred by the Laws or authorised by the Board.

Third resolution

The above resolutions will become effective once all the formalities for registration of the Company in Guernsey will have been successfully achieved. The meeting acknowledges that once all such formalities for registration of the Company in Guernsey have been achieved, the Company will be deleted from the Luxembourg companies' register.

There being no further business, the meeting is terminated.

Whereof the present deed is drawn up in Luxembourg on the day named at the beginning of this document.

The undersigned notary who speaks and understands English, states herewith that the present deed is worded in English, followed by a French version; on request of the appearing persons and in case of divergences between the English and the French text, the English version will be prevailing.

The document having been read to the persons appearing all known to the notary by their names, first names, civil status and residences, the members of the board signed together with the notary the present deed.

Suit la traduction en français du texte qui précède:

L'an deux mille cinq, le vingt-deux avril.

Par-devant Maître Henri Hellinckx, notaire de résidence à Mersch (Grand-Duché de Luxembourg).

S'est réunie l'Assemblée Générale Extraordinaire des associés de la société à responsabilité limitée BOC No. 1, S.à r.l. (la «Société»), ayant son siège social à Luxembourg L-2320, 69A, boulevard de la Pétrusse, inscrite au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, sous le numéro B 84.382, constituée suivant acte notarié en date du 22 octobre 2001, publié au Mémorial, Recueil C, numéro 367 du 6 mars 2002. Les statuts de la Société ont été modifiés pour la dernière fois suivant acte reçu par le notaire instrumentant en date de ce jour à 18.30 heures, non encore publié au Mémorial, Recueil C.

L'Assemblée est ouverte à 17.00 heures sous la présidence de Monsieur Francis Kass, juriste, demeurant à Luxembourg,

qui désigne comme secrétaire Madame Solange Wolter-Schieres, employée privée, demeurant à Schouweiler.

L'Assemblée choisit comme scrutateur Monsieur Grégory Noyen, juriste, demeurant à Luxembourg.

Le bureau ainsi constitué, le Président expose et prie le notaire instrumentant d'acter:

I. - Que la présente Assemblée Générale Extraordinaire a pour ordre du jour:

1. Transfert du siège social de la Société du Luxembourg à Guernesey et soumission de la Société au droit de Guernesey.

2. Modification des Statuts pour se conformer au droit de Guernesey.

3. Divers.

II. Que les associés présents ou représentés, les mandataires des associés représentés, ainsi que le nombre de parts sociales qu'ils détiennent sont indiqués sur une liste de présence; cette liste de présence, après avoir été signée par les associés présents, les mandataires des associés représentés ainsi que par les membres du bureau, restera annexée au présent procès-verbal pour être soumise avec lui à la formalité de l'enregistrement.

Resteront pareillement annexées aux présentes les procurations des associés représentés, après avoir été paraphées ne varietur par les comparants.

III. Que l'intégralité du capital social étant présente ou représentée à la présente assemblée, il a pu être fait abstraction des convocations d'usage, les associés présents ou représentés se reconnaissent dûment convoqués et déclarant par ailleurs avoir eu connaissance de l'ordre du jour qui leur a été communiqué au préalable.

IV. Que la présente Assemblée, réunissant l'intégralité du capital social, est régulièrement constituée et peut délibérer valablement, telle qu'elle est constituée, sur les points portés à l'ordre du jour.

L'Assemblée Générale, après avoir délibéré, prend à l'unanimité des voix les résolutions suivantes:

Première résolution

L'assemblée décide d'approuver l'enregistrement de la Société à Guernesey, de transférer le siège social de la Société du 69A, boulevard de la Pétrusse, L-2320 Luxembourg, Grand-Duché de Luxembourg au 1, Le Marchant Street, Saint Peter Port, Guernesey GY1 4HP, Channel Islands et de soumettre la Société au droit de Guernesey.

Deuxième résolution

L'assemblée décide, de manière à se conformer au droit de Guernesey, d'adopter un nouveau memorandum et les nouveaux Statuts qui auront la teneur plus amplement décrite dans la version anglaise du présent procès-verbal.

Troisième résolution

Les résolutions ci-dessus ne deviendront effectives qu'une fois toutes les formalités d'enregistrement de la Société à Guernesey accomplies avec succès. L'assemblée prend acte qu'une fois que lesdites formalités d'enregistrement de la Société à Guernesey auront été accomplies avec succès, la Société sera rayée du Registre de Commerce de Luxembourg.

Plus rien n'étant à l'ordre du jour, la séance est levée.

Dont acte, fait et passé à Luxembourg, date qu'en tête.

Le notaire soussigné qui comprend et parle l'anglais, constate que sur demande du comparant, le présent acte est rédigé en langue anglaise suivi d'une version française; sur demande du même comparant et en cas de divergences entre le texte français et le texte anglais, le texte anglais fait foi.

Et après lecture faite et interprétation donnée aux comparants, tous connus du notaire instrumentant par nom, prénom usuel, état et demeure, les membres du bureau ont signé avec le notaire le présent acte.

Signé: F. Kass, S. Walter-Schieres, G. Noyen, H. Hellinckx.

Enregistré à Mersch, le 2 mai 2005, vol. 431, fol. 49, case 3. – Reçu 12 euros.

Le Receveur (signé): A. Muller.

Pour copie conforme, délivrée aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Mersch, le 24 mai 2005.

H. Hellinckx.

(079079.3/242/933) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 6 septembre 2005.

**DIFFUSION SAINT-PAUL S.A., Société Anonyme,
(anc. ISP-DISTRIBUTION).**

Siège social: Luxembourg.
R. C. Luxembourg B 65.930.

Le bilan au 31 décembre 2004, enregistré à Luxembourg, le 24 août 2005, réf. LSO-BH06293, a été déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 29 août 2005.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 26 août 2005.

Signature.

(077112.3/000/11) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 29 août 2005.

VIDEOFIN S.A., Société Anonyme.

Siège social: Luxembourg.
R. C. Luxembourg B 30.293.

Le bilan au 31 décembre 2004, enregistré à Luxembourg, le 24 août 2005, réf. LSO-BH06294, a été déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 29 août 2005.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 26 août 2005.

Signature.

(077113.3/000/10) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 29 août 2005.

EASTPART S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-2320 Luxembourg, 21, boulevard de la Pétrusse.
R. C. Luxembourg B 46.305.

Le bilan au 31 décembre 2004, enregistré à Luxembourg, réf. LSO-BH06401, a été déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 29 août 2005.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

EASTPART S.A., Société Anonyme

Signature

(077114.3/850/11) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 29 août 2005.

EROFILI S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-2320 Luxembourg, 21, boulevard de la Pétrusse.
R. C. Luxembourg B 82.657.

Le bilan au 31 décembre 2004, enregistré à Luxembourg, réf. LSO-BH06402, a été déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 29 août 2005.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

EROFILI S.A., Société Anonyme

Signature

(077115.3/850/11) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 29 août 2005.

CHEMING S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-2220 Luxembourg, 560A, rue de Neudorf.
R. C. Luxembourg B 66.666.

EXTRAIT

Il résulte de l'Assemblée Générale Ordinaire tenue extraordinairement au siège social en date du 8 août 2005:

- Le siège social de la société a été transféré du 50, Val Fleuri, Luxembourg au 560A rue de Neudorf, L-2220 Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 25 août 2005.

Pour extrait conforme

Signature

Enregistré à Luxembourg, le 26 août 2005, réf. LSO-BH06866. – Reçu 14 euros.

Le Receveur (signé): D. Hartmann.

(077227.3/727/16) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 29 août 2005.

SAINT-PAUL PARTICIPATIONS S.A., Société Anonyme.

Siège social: Luxembourg.
R. C. Luxembourg B 46.025.

Le bilan au 31 décembre 2004, enregistré à Luxembourg, le 24 août 2005, réf. LSO-BH06296, a été déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 29 août 2005.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 26 août 2005.

Signature.

(077116.3/000/10) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 29 août 2005.

SARODA S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-8077 Bertrange, 95, rue de Luxembourg.
R. C. Luxembourg B 81.785.

Le bilan au 31 décembre 2001, enregistré à Luxembourg, le 26 août 2005, réf. LSO-BH06774, a été déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 29 août 2005.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 25 août 2005.

Signature.

(077117.3/680/10) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 29 août 2005.

REPROLUX S.A., Société Anonyme.

Siège social: Luxembourg.
R. C. Luxembourg B 21.889.

Le bilan au 31 décembre 2004, enregistré à Luxembourg, le 24 août 2005, réf. LSO-BH06297, a été déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 29 août 2005.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 26 août 2005.

Signature.

(077118.3/000/10) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 29 août 2005.

ORBITE COMMUNICATION S.A., Société Anonyme.

Siège social: Luxembourg.
R. C. Luxembourg B 19.561.

Le bilan au 31 décembre 2004, enregistré à Luxembourg, le 24 août 2005, réf. LSO-BH06298, a été déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 29 août 2005.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 26 août 2005.

Signature.

(077119.3/000/10) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 29 août 2005.

ESPIM S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1140 Luxembourg, 47, route d'Arlon.
R. C. Luxembourg B 38.352.

Le bilan au 31 décembre 2003, enregistré à Luxembourg, le 24 août 2005, réf. LSO-BH06161, a été déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 29 août 2005.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 29 août 2005.

Signature.

(077152.3/510/10) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 29 août 2005.

ESPIM S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1140 Luxembourg, 47, route d'Arlon.
R. C. Luxembourg B 38.352.

Le bilan au 31 décembre 2004, enregistré à Luxembourg, le 24 août 2005, réf. LSO-BH06159, a été déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 29 août 2005.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 29 août 2005.

Signature.

(077153.3/510/10) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 29 août 2005.

SUNNY DELIGHT BEVERAGES EUROPE, S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

R. C. Luxembourg B 101.382.

Le bilan et l'affectation des résultats de la société au 31 décembre 2004, enregistrés à Luxembourg, le 24 août 2005, réf. LSO-BH06054, ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 29 août 2005.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 26 août 2005.

Pour la société

Signature

(077120.3/850/12) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 29 août 2005.

PUBLILATINA S.A., Société Anonyme.

Siège social: Luxembourg.

R. C. Luxembourg B 53.875.

Le bilan au 31 décembre 2004, enregistré à Luxembourg, le 24 août 2005, réf. LSO-BH06299, a été déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 29 août 2005.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 26 août 2005.

Signature.

(077121.3/000/10) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 29 août 2005.

INTER COMMUNICATION S.A., Société Anonyme.

Siège social: Luxembourg.

R. C. Luxembourg B 25.538.

Le bilan au 31 décembre 2004, enregistré à Luxembourg, le 24 août 2005, réf. LSO-BH06300, a été déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 29 août 2005.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 26 août 2005.

Signature.

(077122.3/000/10) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 29 août 2005.

PIANTA CHIROPRACTIC SERVICES S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1946 Luxembourg, 2A, rue Louvigny.

R. C. Luxembourg B 87.214.

Le bilan au 31 décembre 2004, enregistré à Luxembourg, le 25 août 2005, réf. LSO-BH06567, a été déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 29 août 2005.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 16 août 2005.

PIANTA CHIROPRACTIC SERVICES S.A., Société Anonyme

Signature

(077125.3/850/12) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 29 août 2005.

STATION ESSENCE GARNIE, S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-3564 Dudelange, 48, rue Jean Schortgen.

Succursale: L-4221 Esch-sur-Alzette, 140, route de Luxembourg.

R. C. Luxembourg B 63.722.

Le bilan arrêté au 31 décembre 2004, enregistré à Luxembourg, le 23 août 2005, réf. LSO-BH05696, a été déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 29 août 2005.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Ehnen, le 26 août 2005.

Pour STATION ESSENCE GARNIE, S.à r.l.

FIDUCIAIRE ROGER LINSTER

V. Roman

(077140.3/598/14) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 29 août 2005.

**BASELL FUNDING, S.à r.l., Société à responsabilité limitée
(anc. NELL FUNDING, S.à r.l.).**

Registered office: L-1420 Luxembourg, 15-17, avenue Gaston Diderich.
R. C. Luxembourg B 107.544.

In the year two thousand and five, on the nineteenth of August.
Before Us, Maître Alex Weber, notary residing in Bascharage.

There appeared:

The company NELL AF, S.à r.l., having its registered office in L-1420 Luxembourg, 15-17, avenue Gaston Diderich, here represented by Mr Bertrand Duc, private employee, residing professionally in Luxembourg, by virtue of a proxy given on August 16th, 2005,

which proxy, after being signed ne varietur by the mandatory of the appearing party and the undersigned notary, will remain attached to the present deed to be filed at the same time with the registration authorities.

The appearing party, acting in its capacity as sole associate of the company NELL FUNDING, S.à r.l., having its registered office in L-1420 Luxembourg, 15-17, avenue Gaston Diderich, registered in the R.C.S.L. under the number B 107.544, incorporated by a deed of the notary André Schwachtgen, residing in Luxembourg, dated April 20th, 2005, not yet published in the Mémorial C, and the articles of incorporation have been amended by a deed of the notary Henri Hellinckx, residing in Mersch, dated July 26th, 2005, not yet published in the Mémorial C, requested the notary to act the following resolution:

Resolution

The sole associate decides to change the name of the company from NELL FUNDING, S.à r.l. into BASELL FUNDING, S.à r.l.

As a consequence, the sole associate decides to amend article 1 of the articles of incorporation as follows:

«**Art. 1.** There is formed by those present between the party noted above and all persons and entities who may become associates in the future, a company with limited liability under the name of BASELL FUNDING, S.à r.l. (hereinafter referred to as the Company) which will be governed by the law of August 15th, 1915 on commercial companies (hereinafter referred to as the Law), by the law of September 18th, 1933 on companies with limited liability and their amended laws, as well as by the present articles of incorporation.»

Expenses

The expenses, costs, remunerations or charges in any form whatsoever, which shall be borne by the company as a result of the present deed, are estimated at eight hundred Euro (EUR 800,-).

Whereof the present deed, drawn up in Bascharage, on the day named at the beginning of this document.

The document having been read to the mandatory of the appearing party, the said person signed together with the notary the present deed.

The undersigned notary, who understands and speaks English, states herewith that on request of the above appearing party, the present deed is worded in English, followed by a French translation. On the request of the same appearing party and in case of divergences between the English and the French text, the English version will prevail.

Suit la traduction française du texte qui précède:

L'an deux mille cinq, le dix-neuf août.

Par-devant Nous, Maître Alex Weber, notaire de résidence à Bascharage.

A comparu:

La société NELL AF, S.à r.l., avec siège social à L-1420 Luxembourg, 15-17, avenue Gaston Diderich, ici représentée par Monsieur Bertrand Duc, employé privé, demeurant professionnellement à Luxembourg, en vertu d'une procuration sous seing privé donnée le 16 août 2005, laquelle, après avoir été paraphée ne varietur par le mandataire de la comparante et le notaire soussigné, restera annexée au présent acte pour être enregistrée avec celui-ci.

Laquelle comparante, agissant en sa qualité de seule associée de la société à responsabilité limitée NELL FUNDING, S.à r.l., avec siège social à L-1420 Luxembourg, 15-17, avenue Gaston Diderich, inscrite au R.C.S.L. sous le numéro B 107.544, constituée suivant acte reçu par le notaire André Schwachtgen, de résidence à Luxembourg, en date du 20 avril 2005, non encore publié au Mémorial C et dont les statuts ont été modifiés suivant acte reçu par le notaire Henri Hellinckx, de résidence à Mersch, en date du 26 juillet 2005, non encore publié au Mémorial C, requiert le notaire d'acter la résolution suivante:

Résolution

L'associée unique décide de changer la dénomination de la société de NELL FUNDING, S.à r.l. en SELL FUNDING, S.à r.l.

En conséquence, l'associée unique décide de modifier l'article 1^{er} des statuts pour lui donner la teneur suivante:

«**Art. 1^{er}.** Il est formé par les présentes, par le propriétaire actuel des parts ci-après créées et tous ceux qui pourront le devenir dans la suite, une société à responsabilité limitée sous la dénomination de BASELL FUNDING, S.à r.l. (ci-après appelée «la société») qui sera régie par la loi du 15 août 1915 sur les sociétés commerciales, par la loi du 18 septembre 1933 sur les sociétés à responsabilité limitée et leurs lois modificatives (ci-après reprises sous le terme de «la loi»), ainsi que par les présents statuts.»

3251

Frais

Les dépenses, frais, rémunérations et charges sous quelque forme que ce soit qui incombent à la société à raison du présent acte, sont estimés à huit cents euros (EUR 800,-).

Dont acte, fait et passé à Bascharage, date qu'en tête des présentes.

Lecture des présentes ayant été faite au mandataire de la comparante, celui-ci a signé le présent acte avec le notaire.

Le notaire soussigné, qui comprend et parle l'anglais, déclare qu'à la requête de la comparante le présent acte a été rédigé en anglais, suivi d'une traduction française. A la requête de la même comparante et en cas de divergences entre le texte anglais et le texte français, la version anglaise va prévaloir.

Signé: B. Duc, A. Weber.

Enregistré à Capellen, le 25 août 2005, vol. 433, fol. 39, case 8. – Reçu 12 euros.

Le Receveur ff. (signé): Leyers.

Pour expédition conforme, délivrée à la société à sa demande, sur papier libre, aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Bascharage, le 1^{er} septembre 2005.

A. Weber.

(078832.3/236/77) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 6 septembre 2005.

BASELL FUNDING, S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-1420 Luxembourg, 15-17, avenue Gaston Diderich.

R. C. Luxembourg B 107.544.

Statuts coordonnés déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 6 septembre 2005.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

A. Weber.

(078833.3/236/9) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 6 septembre 2005.

THEWALT S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-2449 Luxembourg, 26, boulevard Royal.

R. C. Luxembourg B 42.050.

Le bilan au 31 octobre 2004, enregistré à Luxembourg, le 25 août 2005, réf. LSO-BH06565, a été déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 29 août 2005.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 24 août 2005.

THEWALT S.A., Société Anonyme

Signature

(077127.3/850/12) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 29 août 2005.

LUX FORST NEISES, S.à r.l., Gesellschaft mit beschränkter Haftung.

Gesellschaftssitz: L-6940 Niederanven, 180, route de Trèves.

H. R. Luxemburg B 110.262.

STATUTEN

Im Jahre zwei tausend fünf, den achtzehnten August.

Vor dem unterzeichneten Henri Beck, Notar mit dem Amtswohnsitz in Echternach, (Grossherzogtum Luxemburg).

Ist erschienen:

Herr Christian Neises, Forstwirt, wohnhaft in D-54441 Kastel-Staadt, Im Ferl 12.

Welcher Komparsent den instrumentierenden Notar ersuchte, folgende Gesellschaftsgründung zu beurkunden:

Titel I. - Name, Sitz, Zweck, Dauer

Art. 1. Es wird hiermit eine Gesellschaft mit beschränkter Haftung gegründet, welche durch gegenwärtige Satzung sowie durch die zutreffenden gesetzlichen Bestimmungen geregelt ist.

Die Gesellschaft kann einen oder mehrere Gesellschafter haben.

Art. 2. Die Gesellschaft trägt die Bezeichnung LUX FORST NEISES, S.à r.l.

Art. 3. Der Sitz der Gesellschaft befindet sich in Niederanven.

Er kann durch eine Entscheidung des oder der Gesellschafter in eine andere Ortschaft des Grossherzogtums Luxemburg verlegt werden.

Art. 4. Die Gesellschaft hat zum Gegenstand sämtliche Tätigkeiten im Forstbereich.

Die Gesellschaft kann alle Tätigkeiten ausführen die sich direkt oder indirekt auf den Gesellschaftszweck beziehen oder denselben fördern.

Art. 5. Die Gesellschaft ist für eine unbegrenzte Dauer gegründet.

Titel II. - Gesellschaftskapital, Anteile

Art. 6. Das Gesellschaftskapital beträgt zwölftausendfünfhundert Euro (EUR 12.500,-), aufgeteilt in einhundert (100) Anteile von je einhundertfünfundzwanzig Euro (EUR 125,-), welche integral durch Herrn Christian Neises, Forstwirt, wohnhaft in D-54441 Kastel-Staadt, Im Ferl 12, übernommen wurden.

Alle Anteile wurden voll in bar eingezahlt, so dass der Betrag von zwölftausendfünfhundert Euro (EUR 12.500,-) der Gesellschaft von heute an zur Verfügung steht, wie dies dem unterzeichneten Notar ausdrücklich nachgewiesen wurde.

Art. 7. Im Falle von mehreren Gesellschaftern sind die Anteile zwischen ihnen frei übertragbar. Das Abtreten von Gesellschaftsanteilen unter Lebenden an Nichtgesellschafter bedarf der Genehmigung der anderen Gesellschafter.

Bei den Übertragungen sind die Bestimmungen von Artikel 1690 des Zivilgesetzbuches einzuhalten.

Titel III. - Verwaltung und Vertretung

Art. 8. Die Beschlüsse werden durch den alleinigen Gesellschafter gemäss Artikel 200-2 des Gesetzes vom 18. September 1933 sowie dasselbe abgeändert worden ist, gefasst.

Die Verträge zwischen der Gesellschaft und dem alleinigen Gesellschafter unterliegen ebenfalls den Bestimmungen dieses Artikels.

Art. 9. Solange die Zahl der Gesellschafter fünfundzwanzig (25) nicht übersteigt, steht es dem Geschäftsführer frei, die Gesellschafter in Generalversammlungen zu vereinigen. Falls keine Versammlung abgehalten wird, erhält jeder Gesellschafter den genau festgelegten Text der zu treffenden Beschlüsse und gibt seine Stimme schriftlich ab.

Eine Entscheidung wird nur dann gültig getroffen, wenn sie von Gesellschaftern, die mehr als die Hälfte des Kapitals vertreten, angenommen wird. Ist diese Zahl in einer ersten Versammlung oder schriftlichen Befragung nicht erreicht worden, so werden die Gesellschafter ein zweites Mal durch Einschreibebrief zusammengerufen oder befragt und die Entscheidungen werden nach der Mehrheit der abgegebenen Stimmen getroffen, welches auch der Teil des vertretenen Kapitals sein mag.

Jeder Gesellschafter ist stimmberechtigt ganz gleich wie viele Anteile er hat. Er kann so viele Stimmen abgeben wie er Anteile hat. Jeder Gesellschafter kann sich rechtmässig bei der Gesellschafterversammlung auf Grund einer Sondervollmacht vertreten lassen.

Art. 10. Die Gesellschaft wird verwaltet durch einen oder mehrere Geschäftsführer, welche nicht Teilhaber der Gesellschaft sein müssen.

Die Ernennung der Geschäftsführer erfolgt durch den alleinigen Gesellschafter beziehungsweise durch die Gesellschafterversammlung, welche die Befugnisse und die Dauer der Mandate des oder der Geschäftsführer festlegt.

Art. 11. Das Geschäftsjahr beginnt am 1. Januar und endet am 31. Dezember eines jeden Jahres.

Art. 12. Über die Geschäfte der Gesellschaft wird nach handelsüblichem Brauch Buch geführt.

Am Ende eines jeden Geschäftsjahres werden durch die Geschäftsführung ein Inventar, eine Bilanz und eine Gewinn- und Verlustrechnung aufgestellt, gemäss den diesbezüglichen gesetzlichen Bestimmungen.

Ein Geschäftsbericht muss gleichzeitig abgegeben werden. Am Gesellschaftssitz kann jeder Gesellschafter während der Geschäftszeit Einsicht in die Bilanz und in die Gewinn- und Verlustrechnung nehmen.

Die Bilanz sowie die Gewinn- und Verlustrechnung werden dem oder den Gesellschaftern zur Genehmigung vorgelegt. Diese äussern sich durch besondere Abstimmung über die Entlastung der Geschäftsführung.

Der Kreditsaldo der Bilanz wird nach Abzug aller Unkosten sowie des Beitrages zur gesetzlichen Reserve der Generalversammlung der Gesellschafter beziehungsweise dem alleinigen Gesellschafter zur Verfügung gestellt.

Art. 13. Beim Ableben des alleinigen Gesellschafter oder einem der Gesellschafter erlischt die Gesellschaft nicht, sondern wird durch oder mit den Erben des Verstorbenen weitergeführt.

Titel IV. - Auflösung und Liquidation

Art. 14. Im Falle der Auflösung der Gesellschaft wird die Liquidation durch einen oder mehrere von dem alleinigen Gesellschafter oder der Gesellschafterversammlung ernannten Liquidatoren, die keine Gesellschafter sein müssen, durchgeführt.

Der alleinige Gesellschafter beziehungsweise die Gesellschafterversammlung legt deren Befugnisse und Bezüge fest.

Art. 15. Für sämtliche nicht vorgesehenen Punkte gilt das Gesetz vom 18. September 1933 über die Gesellschaften mit beschränkter Haftung, sowie das Gesetz vom 10. August 1915 über die Handelsgesellschaften und deren Abänderungen.

Übergangsbestimmungen

Das erste Geschäftsjahr beginnt am Tage der Gründung der Gesellschaft und endet am 31. Dezember 2005.

Kosten

Die Kosten, welche der Gesellschaft zum Anlass ihrer Gründung entstehen, werden abgeschätzt auf den Betrag von ungefähr acht hundert fünfzig Euro (EUR 850,-).

Erklärung

Der Komparent erklärt, dass der unterfertigte Notar ihm Kenntnis gegeben hat davon, dass die Gesellschaft erst nach Erhalt der Handelsermächtigung ihre Aktivitäten aufnehmen kann.

Generalversammlung

Sofort nach der Gründung, hat der alleinige Gesellschafter, folgende Beschlüsse gefasst:

- a) Zum Geschäftsführer der Gesellschaft wird für eine unbestimmte Dauer ernannt:
Herr Christian Neises, Forstwirt, wohnhaft in D-54441 Kastel-Staadt, Im Ferl 12.
- b) Die Gesellschaft wird in allen Fällen durch die alleinige Unterschrift des Geschäftsführers rechtsgültig vertreten und verpflichtet.
- c) Der Sitz der Gesellschaft befindet sich in L-6940 Niederanven, 180, route de Trèves.

Worüber Urkunde, aufgenommen in Echternach, am Datum wie eingangs erwähnt.

Nach Vorlesung alles Vorstehenden an den Kompartmenten, dem Notar nach Namen, gebräuchlichen Vornamen, Stand und Wohnort bekannt, hat derselbe mit dem Notar die gegenwärtige Urkunde unterschrieben.

Gezeichnet: C. Neises, H. Beck.

Enregistré à Echternach, le 22 août 2005, vol. 360, fol. 23, case 1. – Reçu 125 euros.

Le Receveur ff. (signé): D. Speller.

Für gleichlautende Ausfertigung auf Begehrt erteilt, zur Veröffentlichung im Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Echternach, den 5. September 2005.

H. Beck.

(078774.3/201/96) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 6 septembre 2005.

**BASELL INTERNATIONAL, S.à r.l., Société à responsabilité limitée,
(anc. NELL ACQUISITION, S.à r.l.).**

Registered office: L-1420 Luxembourg, 15-17, avenue Gaston Diderich.
R. C. Luxembourg B 106.994.

In the year two thousand and five, on the nineteenth of August.
Before Us, Maître Alex Weber, notary residing in Bascharage.

There appeared:

The company NELL LIMITED, having its registered office in Gibraltar, 57-63 Line Wall Road, P.O. Box 199, here represented by Mr Bertrand Duc, private employee, residing professionally in Luxembourg, by virtue of a proxy given on August 16th, 2005,

which proxy, after being signed ne varietur by the mandatory of the appearing party and the undersigned notary, will remain attached to the present deed to be filed at the same time with the registration authorities.

The appearing party, acting in its capacity as sole associate of the company NELL ACQUISITION, S.à r.l., having its registered office in L-1420 Luxembourg, 15-17, avenue Gaston Diderich, registered in the R.C.S.L. under the number B 106.994, incorporated by a deed of the undersigned notary, dated March 15th, 2005, not yet published in the Mémorial C, and the articles of incorporation have been amended by a deed of the notary Henri Hellinckx, residing in Mersch, dated July 26th, 2005, not yet published in the Mémorial C, requested the notary to act the following resolution:

Resolution

The sole associate decides to change the name of the company from NELL ACQUISITION, S.à r.l. into BASELL INTERNATIONAL, S.à r.l.

As a consequence, the sole associate decides to amend article 1 of the articles of incorporation as follows:

«**Art. 1.** There is formed by those present between the party noted above and all persons and entities who may become associates in the future, a company with limited liability under the name of BASELL INTERNATIONAL, S.à r.l. (hereinafter referred to as the Company) which will be governed by the law of August 15th, 1915 on commercial companies (hereinafter referred to as the Law), by the law of September 18th, 1933 on companies with limited liability and their amended laws, as well as by the present articles of incorporation.»

Expenses

The expenses, costs, remunerations or charges in any form whatsoever, which shall be borne by the company as a result of the present deed, are estimated at eight hundred Euro (EUR 800.-).

Whereof the present deed, drawn up in Bascharage, on the day named at the beginning of this document.

The document having been read to the mandatory of the appearing party, the said person signed together with the notary the present deed.

The undersigned notary, who understands and speaks English, states herewith that on request of the above appearing party, the present deed is worded in English, followed by a French translation. On the request of the same appearing party and in case of divergences between the English and the French text, the English version will prevail.

Suit la traduction française du texte qui précède:

L'an deux mille cinq, le dix-neuf août.

Par-devant Nous, Maître Alex Weber, notaire de résidence à Bascharage.

A comparu:

La société NELL LIMITED, avec siège social à Gibraltar, 57-63, Line Wall Road, P.O. Box 199, ici représentée par Monsieur Bertrand Duc, employé privé, demeurant professionnellement à Luxembourg, en vertu d'une procuration sous seing privé donnée le 16 août 2005, laquelle, après avoir été paraphée ne varietur par le mandataire de la comparante et le notaire soussigné, restera annexée au présent acte pour être enregistrée avec celui-ci.

Laquelle comparante, agissant en sa qualité de seule associée de la société à responsabilité limitée NELL ACQUISITION, S.à r.l., avec siège social à L-1420 Luxembourg, 15-17, avenue Gaston Diderich, inscrite au R.C.S.L. sous le numéro B 106.994, constituée suivant acte reçu par le notaire soussigné, en date du 15 mars 2005, non encore publié au Mémorial C et dont les statuts ont été modifiés suivant acte reçu par le notaire Henri Hellinckx, de résidence à Mersch, en date du 26 juillet 2005, non encore publié au Mémorial C, requiert le notaire d'acter la résolution suivante:

Résolution

L'associée unique décide de changer la dénomination de la société de NELL ACQUISITION, S.à r.l. en BASELL INTERNATIONAL, S.à r.l.

En conséquence, l'associée unique décide de modifier l'article 1^{er} des statuts pour lui donner la teneur suivante:

«**Art. 1^{er}.** Il est formé par les présentes, par le propriétaire actuel des parts ci-après créées et tous ceux qui pourront le devenir dans la suite, une société à responsabilité limitée sous la dénomination de BASELL INTERNATIONAL, S.à r.l. (ci-après appelée «la société») qui sera régie par la loi du 15 août 1915 sur les sociétés commerciales, par la loi du 18 septembre 1933 sur les sociétés à responsabilité limitée et leurs lois modificatives (ci-après reprises sous le terme de «la loi»), ainsi que par les présents statuts.»

Frais

Les dépenses, frais, rémunérations et charges sous quelque forme que ce soit qui incombent à la société à raison du présent acte, sont estimés à huit cents euros (EUR 800,-).

Dont acte, fait et passé à Bascharage, date qu'en tête des présentes.

Lecture des présentes ayant été faite au mandataire de la comparante, celui-ci a signé le présent acte avec le notaire.

Le notaire soussigné, qui comprend et parle l'anglais, déclare qu'à la requête de la comparante le présent acte a été rédigé en anglais, suivi d'une traduction française. A la requête de la même comparante et en cas de divergences entre le texte anglais et le texte français, la version anglaise va prévaloir.

Signé: B. Duc, A. Weber.

Enregistré à Capellen, le 25 août 2005, vol. 433, fol. 39, case 9. – Reçu 12 euros.

Le Receveur ff. (signé): Leyers.

Pour expédition conforme, délivrée à la société à sa demande, sur papier libre, aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Bascharage, le 1^{er} septembre 2005.

A. Weber.

(078835.3/236/75) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 6 septembre 2005.

BASELL INTERNATIONAL, S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-1420 Luxembourg, 15-17, avenue Gaston Diderich.

R. C. Luxembourg B 106.994.

—

Statuts coordonnés déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 6 septembre 2005.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

A. Weber.

(078838.3/236/9) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 6 septembre 2005.

i-CAP LUXEMBOURG, S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Capital social: EUR 12.500,-.

Siège social: L-1331 Luxembourg, 65, boulevard Grande-Duchesse Charlotte.

R. C. Luxembourg B 108.664.

—

Extrait de la résolution du conseil de gérance du 17 août 2005

Le conseil de gérance a décidé que pour toute matière relative à l'objet couvert par l'autorisation de commerce obtenue par la société, à savoir l'acquisition, l'exploitation, la vente, l'octroi de licences et de sous-licences de droits de propriété intellectuelle, la société sera engagée par la signature conjointe de deux gérants, dont un devra être M. Benoît Nasr.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 17 août 2005.

i-CAP LUXEMBOURG, Société à responsabilité limitée

B. Nasr

Gérant

Enregistré à Luxembourg, le 18 août 2005, réf. LSO-BH04801. – Reçu 14 euros.

Le Receveur (signé): D. Hartmann.

(077188.3/029/19) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 29 août 2005.

**CHEYNE SPECIAL SITUATIONS INVESTMENTS, S.à r.l., Société à responsabilité limitée,
(anc. BODIAM FINANCE, S.à r.l.).**

Share capital: EUR 12,500.-.

Registered office: L-2636 Luxembourg, 12, rue Léon Thyès.
R. C. Luxembourg B 106.589.

In the year two thousand and five, on the fourteenth day of March.
Before Us, Maître Henri Hellinckx, notary residing in Mersch, (Luxembourg).

There appeared:

CHEYNE SPECIAL SITUATIONS FUND L.P., reg n° CR-13999 represented by Cheyne General Partner Inc. in its capacity of General Partner, both having their registered office at Walker House, Mary Street, PO Box 908GT, Grand Cayman, Cayman Islands,

here represented by Mr. Jean-Marc Delcour, avocat, with professional address in Luxembourg by virtue of a proxy given on March 14, 2005, in Dublin.

The said proxy, after having been signed *ne varietur* by the proxyholder of the appearing party and the undersigned notary, will remain annexed to the present deed for the purpose of registration.

The appearing party, represented as stated hereabove, has requested the undersigned notary to enact the following:

- Pursuant to a share transfer under private seal dated March 14, 2005, CHEYNE SPECIAL SITUATIONS FUND L.P. has become the sole shareholder of BODIAM FINANCE, S.à r.l., a Luxembourg private limited liability company (société à responsabilité limitée) incorporated and organized under the laws of Luxembourg, pursuant to a deed of Maître Gérard Lecuit, notary residing in Luxembourg, on March 8, 2005, not yet published in the Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations, with registered office at L-2636 Luxembourg, 12, rue Léon Thyès (the Company);

- The Company's share capital is presently set at twelve thousand five hundred Euro (EUR 12,500.-) divided into one hundred (100) shares of one hundred twenty-five Euro (EUR 125.-) each.

Now, therefore, the appearing party, acting through its proxyholder, has requested the undersigned notary to record the following resolutions:

First resolution

CHEYNE SPECIAL SITUATIONS FUND L.P., in its capacity as sole shareholder of the Company, decides to change the name of the Company from BODIAM FINANCE, S.à r.l. into CHEYNE SPECIAL SITUATIONS INVESTMENTS, S.à r.l.

Second resolution

CHEYNE SPECIAL SITUATIONS FUND L.P., in its capacity as sole shareholder of the Company, resolves to fully amend and restate the articles of associations of the Company which shall henceforth read as follows:

I. - Name, Registered office, Object, Duration

Art. 1. Name

There exists a private limited liability company (société à responsabilité limitée) under the name CHEYNE SPECIAL SITUATIONS INVESTMENTS, S.à r.l. (hereafter the Company), which is governed by the laws of Luxembourg, in particular by the law dated 10 August 1915, on commercial companies, as amended (hereafter the Law), as well as by the present articles of association (hereafter the Articles).

Art. 2. Registered office

2.1. The registered office of the Company is established in Luxembourg-City, Grand Duchy of Luxembourg. The registered office of the Company may be transferred within the boundaries of the municipality by a resolution of the board of managers (as used in these Articles, «board of managers» means the sole manager if the said board consists of a single manager only) of the Company. The registered office may further be transferred to any other place within the Grand Duchy of Luxembourg by means of a resolution of the general meeting of partners (as used in these Articles, «general meeting of partners» means the sole partner if there is no more than one partner) adopted in the manner required for the amendment of these Articles.

2.2. Branches, subsidiaries or other offices may be established either in the Grand Duchy of Luxembourg or abroad by a resolution of the board of managers of the Company. Where the board of managers determines that extraordinary political or military developments or events have occurred or are imminent and that these developments or events would interfere with the normal activities of the Company at its registered office, or with the ease of communication between such office and persons abroad, the registered office may be temporarily transferred abroad until the complete cessation of these extraordinary circumstances. Such temporary measures shall have no effect on the nationality of the Company which, notwithstanding the temporary transfer of its registered office, will remain a Luxembourg incorporated company.

Art. 3. Purpose

3.1. The purpose of the Company is the acquisition of ownership interests, in Luxembourg or abroad, in any companies or enterprises in any form whatsoever and the management of such ownership interests. The Company may in particular acquire by subscription, purchase, and exchange or in any other manner any stock, shares and other securities, bonds, debentures, certificates of deposit and other debt instruments and more generally any securities and financial instruments issued by any public or private entity whatsoever. It may participate in the creation, development, management and control of any company or enterprise. It may further invest in the acquisition and management of a portfolio of patents or other intellectual property rights of any nature or origin whatsoever.

3.2. The Company may borrow in any form except by way of public offer. It may issue, by way of private placement only, notes, bonds and debentures and any kind of debt and/or equity securities. The Company may lend funds including the proceeds of any borrowings and/or issues of debt securities to its subsidiaries, affiliated companies or to any other company. It may also give guarantees and grant security interests in favour of third parties to secure its obligations or the obligations of its subsidiaries, affiliated companies or any other company. The Company may further mortgage, pledge, transfer, encumber or otherwise hypothecate all or some of its assets.

3.3. The Company may generally employ any techniques and utilize any instruments relating to its investments for the purpose of their efficient management, including techniques and instruments designed to protect the Company against credit risk, currency fluctuations risk, interest rate fluctuations risk and other risks.

3.4. The Company may carry out any commercial, financial or industrial operations and any transactions with respect to real estate or movable property, which directly or indirectly further or relate to its purpose.

Art. 4. Duration

4.1. The duration of the Company is unlimited.

4.2. The Company shall not be dissolved by reason of the death, suspension of civil rights, incapacity, insolvency, bankruptcy or other similar event affecting one or more of its partners.

II. - Capital - Shares

Art. 5. Capital

5.1. The Company's corporate capital is fixed at twelve thousand five hundred Euro (EUR 12,500.-) represented by one hundred (100) shares in registered form with a par value of one hundred twenty-five Euro (EUR 125.-) each, all subscribed and fully paid-up.

5.2. The share capital of the Company may be increased or reduced in one or several times by a resolution of the general meeting of partners, adopted in the manner required for the amendment of the Articles and in accordance with the Law.

Art. 6. Shares

6.1. Each share entitles the holder to a fraction of the corporate assets and profits of the Company in direct proportion to the number of shares in existence.

6.2. Towards the Company, the Company's shares are indivisible, since only one owner is admitted per share. Joint co-owners must appoint a sole person as their representative towards the Company.

6.3. Shares are freely transferable among partners or, if there is no more than one partner, to third parties. If the company has more than one partner, the transfer of shares to non-partners is subject to the prior approval of the general meeting of partners representing at least three quarters of the share capital of the Company.

A share transfer will only be binding upon the Company or third parties following a notification to, or acceptance by, the Company in accordance with article 1690 of the civil code. For all other matters, reference is being made to articles 189 and 190 of the Law.

6.4. A partners' register will be kept at the registered office of the Company in accordance with the provisions of the Law and may be examined by each partner who so requests.

III. Management - Representation

Art. 7. Board of managers

7.1. The Company shall be managed by one or more managers appointed by a resolution of the general meeting of partners which sets the term of their office. If several managers have been appointed, they will constitute a board of managers. Manager(s) need not be partner(s).

7.2. The managers may be dismissed at any time without cause (ad nutum).

Art. 8. Powers of the board of managers

8.1. All powers not expressly reserved by Law or these Articles to the general meeting of partners shall fall within the competence of the board of managers, which shall be empowered to carry out and approve all acts and operations consistent with the Company's object.

8.2. Special and limited powers may be delegated for specified matters to one or more agents, whether partners or not, by any two managers of the Company acting jointly.

Art. 9. Procedure

9.1. The board of managers shall meet as often as the Company's interests so requires or upon call of any manager at the place indicated in the convening notice.

9.2. Written notice of any meeting of the board of managers shall be given to all managers at least 24 (twenty-four) hours in advance of the date set for such meeting, except in case of emergency, in which case the nature of such circumstances shall be set forth in the convening notice of the meeting of the board of managers.

9.3. No such convening notice is required if all the members of the board of managers of the Company are present or represented at the meeting and if they state that they were duly informed and had full knowledge of the agenda of the meeting. The notice may be waived by a consent in writing, whether in original, by telegram, telex, facsimile or email, of each member of the board of managers of the Company.

9.4. Any manager may act at any meeting of the board of managers by appointing in writing another manager as his proxy.

9.5. The board of managers can validly deliberate and act only if a majority of its members is present or represented. Resolutions of the board of managers are valid if approved by a majority of the votes cast. Resolutions of the board of managers shall be recorded in minutes signed by all managers present or represented at the meeting.

9.6. Any manager may participate in any meeting of the board of managers by telephone or video conference call or by any other similar means of communication allowing all the persons taking part in the meeting to hear and speak to each other. Participation in a meeting by such means is deemed to constitute participation in person at such meeting.

9.7. Circular resolutions signed by all managers shall be valid and binding in the same manner as if passed at a meeting duly convened and held. Such signatures may appear on a single document or on multiple counterparts of identical minutes and may be evidenced by letter or facsimile.

Art. 10. Representation

The Company shall be bound towards third parties in all matters by the joint signatures of two managers of the Company or by the joint or single signatures of any persons to whom such signatory power has been validly delegated in accordance with article 8.2. of these Articles.

Art. 11. Liability of the managers

The managers assume, by reason of their mandate, no personal liability in relation to any commitment validly made by them in the name of the Company provided that such commitment is in compliance with these Articles and with applicable Law.

IV. General meetings of partners

Art. 12. Powers and voting rights

12.1. If the Company is owned by a sole partner, such partner shall have all powers conferred by Law to the general meeting of partners.

12.2. Each partner shall have voting rights in proportion to the partner's ownership interest in the Company.

12.3. Each partner may appoint any person or entity as his attorney pursuant to a written proxy given by letter, telegram, telex, facsimile or e-mail, to represent him at the general meetings of partners.

Art. 13. Form - Quorum - Majority

13.1. If there are not more than twenty-five partners, the decisions of partners may be taken without a meeting by circular resolution, the text of which shall be sent to all the partners in writing, whether in original or by telegram, telex, facsimile or e-mail. The partners shall cast their vote by signing the resolution. Signatures of partners may appear on a single document or on multiple counterparts of an identical resolution and may be evidenced by original or facsimile signature.

13.2. Collective decisions are only validly taken insofar as they are adopted by partners owning more than one half of the share capital of the Company.

13.3. However, resolutions to alter the Articles or to dissolve and liquidate the Company may only be adopted by the majority of the partners owning at least three quarters of the Company's share capital.

V. Annual accounts - Allocation of profits

Art. 14. Accounting Year

14.1. The accounting year of the Company shall begin on the first day of January of each year and end on the thirty-first day of December, with the exception of the first year, which shall begin on the date on the date of the formation of the Company and shall terminate on the thirty-first day of December 2005.

Each year, with reference to the end of the Company's accounting year, the Company's accounts shall be established, and the board of managers shall prepare a balance sheet setting out the Company's assets and liabilities and the profit and loss account.

14.2. The balance sheet and the profit and loss account shall be submitted for approval to the general meeting of partners who shall vote specifically as to whether discharge is given to the board of managers and, if applicable, the statutory auditors.

Art. 15. Allocation of Profits

15.1. The gross profits of the Company as stated in its annual accounting, after deduction of general expenses, amortisation and expenses, shall constitute the Company's net profit. An amount equal to five per cent (5%) of the net profits of the Company shall be annually allocated to the statutory reserve, until the reserve is equal to ten per cent (10%) of the Company's nominal share capital.

15.2. The general meeting of partners has discretionary power to dispose of the surplus. It may in particular allocate such profit to the payment of a dividend, transfer it to the reserve or carry it forward.

VI. Dissolution - Liquidation

Art. 16. Dissolution - Liquidation

16.1. In the event of a dissolution of the Company, the liquidation will be carried out by one or more liquidators who need not be partners, appointed by resolution of the general meeting of partners, which will determine the powers and remuneration of the liquidators. Unless otherwise provided in the resolution of the partner(s) or by law, the liquidators shall be invested with the broadest powers available under applicable law for the realisation of assets and payment of the liabilities of the Company.

16.2. The surplus resulting from the realisation of assets and payment of the liabilities of the Company shall be distributed to the partners in proportion to their share ownership in the Company.

VII. General provision

17. Reference is made to the provisions of applicable Law for all matters for which no specific provision is made in these Articles.

Third resolution

CHEYNE SPECIAL SITUATIONS FUND L.P., in its capacity as sole shareholder of the Company, resolves to revoke with immediate effect Mr. Bart Zech and Mr. Angelo Schenkers, as managers of the Company.

Fourth resolution

CHEYNE SPECIAL SITUATIONS FUND L.P., in its capacity as sole shareholder of the Company, decides to appoint as managers of the Company for an indefinite period of time:

- Mr. Daniele Hendry, Company director, born on 3 January 1960 in Tujetsch (Gischun) in Switzerland, with address at 19, Schwalbodenstrasse, CH-8832 Wollrau, Switzerland,
- Mr. Ronan Daly, Company director, born on 22 December 1966 in London (Great Britain), with address at 1, Georges Quay Plaza, Georges Quay, Dublin 2, Ireland, and
- BENELUX TRUST (LUXEMBOURG), S.à r.l, a Luxembourg private limited liability company (société à responsabilité limitée) with registered office at L-2636 Luxembourg, 12, rue Léon Thyès, as managers of the Company, for an indefinite period.

There being no further business, the meeting is terminated.

Costs

The aggregate amount of the costs, expenditures, remunerations or expenses, in any form whatsoever, which are to be borne by the Company or which shall be charged to the Company by reason of this deed, is approximately one thousand eight hundred Euro.

Statement

The undersigned notary, who knows English, states that on request of the appearing parties, the present deed is worded in English, followed by a French version and in case of discrepancies between the English and the French text, the English version will be binding.

Whereof the present notarial deed was drawn up in Luxembourg, on the day indicated at the beginning of this deed. The document having been read to the person appearing, such person signed together with the notary the present original deed.

Suit la traduction française du texte qui précède:

L'an deux mille cinq, le quatorze mars.

Par-devant Maître, Henri Hellinckx notaire de résidence à Mersch (Luxembourg).

A comparu:

CHEYNE SPECIAL SITUATIONS FUND L.P., reg n° CR-13999 représentée par Cheyne General Partner Inc. en sa qualité d'associé commandité (General Partner), tous deux ayant leur siège social à Walker House, Mary Street, PO Box 908GT, Grand Cayman, Iles Cayman,

représentée par Monsieur Jean-Marc Delcour, avocat, avec adresse professionnelle à Luxembourg, en vertu d'une procuration donnée le mars 2005, à Dublin.

Laquelle procuration, après avoir été signée ne varietur par le mandataire de la partie comparante et le notaire instrumentant, restera annexée au présent acte pour être soumise avec lui aux formalités de l'enregistrement.

La partie comparante, représentée comme décrit ci-dessus, a requis le notaire instrumentant d'acter ce qui suit:

- A la suite d'une cession d'actions sous seing privé du 14 mars 2005, CHEYNE SPECIAL SITUATIONS FUND LP. est devenu l'associé unique de BODIAM FINANCE, S.à r.l, une société à responsabilité limitée constituée suivant acte reçu par Maître Gérard Lecuit, notaire de résidence à Luxembourg, en date du 8 mars 2005, non encore publié au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations, ayant son siège social à L-2636 Luxembourg, 12, rue Léon Thyès (la Société).

- Le capital social de la Société est actuellement fixé à douze mille cinq cents euros (EUR 12.500,-) représenté par cent (100) parts sociales d'une valeur nominale de cent vingt cinq euros (EUR 125,-) chacune.

La partie comparante, représentée par le mandataire, a requis le notaire instrumentant d'acter les résolutions suivantes:

Première résolution

CHEYNE SPECIAL SITUATIONS FUND L.P., en sa qualité d'associé unique de la Société, décide de changer le nom de la société de BODIAM FINANCE, S.à r.l. en CHEYNE SPECIAL SITUATIONS INVESTMENTS, S.à r.l.

Deuxième résolution

CHEYNE SPECIAL SITUATIONS FUND L.P., en sa qualité d'associé unique de la Société, décide de modifier et de reformuler complètement les statuts de la Société qui se liront désormais de la façon suivante:

I. - Dénomination, Siège social, Objet social, Durée

Art. 1^{er}. Dénomination

Il existe une société à responsabilité limitée sous la dénomination CHEYNE SPECIAL SITUATIONS INVESTMENTS, S.à r.l. (la Société), qui est régie par les lois du Luxembourg, en particulier par la loi du 10 août 1915 concernant les sociétés commerciales, telle que modifiée (la Loi) et par les présents Statuts (les Statuts).

Art. 2. Siège social

2.1. Le siège social est établi à Luxembourg-Ville, Grand-Duché de Luxembourg. Le siège social peut être transféré dans les limites de la commune de Luxembourg par décision du conseil de gérance de la Société (dans ces Statuts,

«conseil de gérance» désigne le gérant si ledit conseil ne se compose que d'un seul gérant). Le siège social peut être transféré en tout autre endroit du Grand-Duché de Luxembourg par résolution de l'assemblée générale des associés (dans ces Statuts, «assemblée générale des associés» désigne l'associé unique lorsque la Société n'a qu'un seul associé) délibérant comme en matière de modification des Statuts.

2.2. Il peut être créé par simple décision du conseil de gérance, des succursales, filiales ou bureaux tant au Grand-Duché de Luxembourg qu'à l'étranger. Dans les cas où le conseil de gérance estime que des événements extraordinaires d'ordre politique, économique ou social de nature à compromettre l'activité normale au siège social ou la communication aisée entre le siège social et l'étranger se sont produits ou sont imminents, le siège social pourra être transféré provisoirement à l'étranger, jusqu'à cessation complète de ces circonstances anormales. Ces mesures provisoires n'auront toutefois aucun effet sur la nationalité de la Société, laquelle nonobstant ce transfert provisoire de siège, restera une société luxembourgeoise.

Art. 3. Objet social

3.1. La Société a pour objet la prise de participations, tant au Luxembourg qu'à l'étranger, dans d'autres sociétés ou entreprises sous quelque forme que ce soit et la gestion de ces participations. La Société pourra en particulier acquérir par souscription, achat, et échange ou de toute autre manière tous titres, actions et autres valeurs de participation, obligations, créances, certificats de dépôt et en général toutes valeurs ou instruments financiers émis par toute entité publique ou privée. Elle pourra participer à la création, au développement, à la gestion et au contrôle de toute société ou entreprise. Elle pourra en outre investir dans l'acquisition et la gestion d'un portefeuille de brevets ou d'autres droits de propriété intellectuelle de quelque nature ou origine que ce soit, incluant l'acquisition et l'octroi de brevets concernant de tels droits de propriété intellectuelle, de quelque nature ou origine que ce soit.

3.2. La Société pourra emprunter sous quelque forme que ce soit sauf par voie d'offre publique. Elle pourra procéder, par voie de placement privé, à l'émission de parts et d'obligations et d'autres titres représentatifs d'emprunts et/ou de créances. La Société pourra prêter des fonds, y compris ceux résultant des emprunts et/ou des émissions d'obligations, à ses filiales, sociétés affiliées et à toute autre société. Elle pourra également consentir des garanties ou des sûretés au profit de tierces personnes afin de garantir ses obligations ou les obligations de ses filiales, sociétés affiliées ou de toute autre société. La Société pourra en outre gager, nantir, céder, grever de charges toute ou partie de ses avoirs ou créer, de toute autre manière, des sûretés portant sur toute ou partie de ses avoirs.

3.3. La Société peut, d'une manière générale, employer toutes techniques et instruments liés à des investissements en vue d'une gestion efficace, y compris des techniques et instruments destinés à la protéger contre le risque crédit, le risque de change, de fluctuations de taux d'intérêt et tout autres risques.

3.4. La Société pourra accomplir toutes opérations commerciales, financières ou industrielles ainsi que tous transferts de propriété mobiliers ou immobiliers, qui directement ou indirectement favorisent, ou se rapportent à, la réalisation de son objet social.

Art. 4. Durée

4.1. La Société est constituée pour une durée illimitée.

4.2. La Société ne sera pas dissoute par suite du décès, de la suspension des droits civiques, de l'incapacité, de l'insolvabilité, de la faillite ou de tout autre événement similaire affectant un ou plusieurs associés.

II. - Capital, Parts sociales

Art. 5. Capital

5.1. Le capital social est fixé à douze mille cinq cent euros (EUR 12.500,-), représenté par cent (100) parts sociales sous forme nominative d'une valeur nominale de cent vingt cinq euros (EUR 125,-) chacune, toutes souscrites et entièrement libérées.

5.2. Le capital social de la Société pourra être augmenté ou réduit en une seule ou plusieurs fois par résolution de l'assemblée générale des associés délibérant comme en matière de modification des Statuts.

Art. 6. Parts sociales

6.1. Chaque part sociale donne droit à une fraction des actifs et bénéfices de la Société en proportion directe avec le nombre des parts sociales existantes.

6.2. Envers la Société, les parts sociales sont indivisibles, de sorte qu'un seul propriétaire par part sociale est admis. Les copropriétaires indivis doivent désigner une seule personne qui les représente auprès de la Société.

6.3. Les parts sociales sont librement cessibles entre associés et, en cas d'associé unique, à des tiers. En cas de pluralité d'associés, la cession de parts sociales à des non-associés n'est possible qu'avec l'agrément donné en assemblée générale des associés représentant au moins les trois quarts du capital social de la Société.

La cession de parts sociales n'est opposable à la Société ou aux tiers qu'après qu'elle ait été notifiée à la Société ou acceptée par elle en conformité avec les dispositions de l'article 1690 du code civil. Pour toutes autres questions, il est fait référence aux dispositions des articles 189 et 190 de la Loi.

6.4. Un registre des associés sera tenu au siège social de la Société conformément aux dispositions de la Loi où il pourra être consulté par chaque associé qui le souhaite.

III. - Gestion, Représentation

Art. 7. Conseil de gérance

7.1. La Société est gérée par un ou plusieurs gérant(s) nommé(s) par résolution de l'assemblée générale des associés laquelle fixe la durée de leur mandat. Si plusieurs gérants sont nommés, ils constitueront un conseil de gérance. Le(s) gérant(s) ne doivent pas nécessairement être actionnaire(s).

7.2. Les gérants sont révocables ad nutum.

Art. 8. Pouvoirs du conseil de gérance

8.1. Tous les pouvoirs non expressément réservés à l'assemblée générale des associés par la Loi ou les présents Statuts seront de la compétence du conseil de gérance, qui aura tous pouvoirs pour effectuer et approuver tous actes et opérations conformes à l'objet social.

8.2. Des pouvoirs spéciaux et limités pour des tâches spécifiques peuvent être délégués à un ou plusieurs agents, associés ou non, par deux gérants de la Société agissant de manière conjointe.

Art. 9. Procédure

9.1. Le conseil de gérance se réunira aussi souvent que l'intérêt de la Société l'exige ou sur convocation d'un des gérants au lieu indiqué dans l'avis de convocation.

9.2. Il sera donné à tous les gérants un avis écrit de toute réunion du conseil de gérance au moins 24 (vingt-quatre) heures avant la date prévue pour la réunion, sauf en cas d'urgence, auquel cas la nature (et les motifs) de cette urgence sera mentionnée brièvement dans l'avis de convocation de la réunion du conseil de gérance.

9.3. La réunion peut être valablement tenue sans convocation préalable si tous les gérants de la Société sont présents ou représentés lors de la réunion et déclarent avoir été dûment informés de la réunion et de son ordre du jour. Il peut aussi être renoncé à la convocation avec l'accord de chaque gérant de la Société donné par écrit (par courrier ou télécopie ou tous autres moyens électroniques de communication y compris le courrier électronique).

9.4. Tout gérant pourra se faire représenter aux réunions du conseil de gérance en désignant par écrit un autre gérant comme son mandataire.

9.5. Le conseil de gérance ne pourra délibérer et agir valablement que si la majorité des gérants est présente ou représentée. Les décisions du conseil de gérance sont prises valablement à la majorité des voix des gérants présents ou représentés. Les procès-verbaux des réunions du conseil de gérance seront signés par tous les gérants présents ou représentés à la réunion.

9.6. Tout gérant peut participer à la réunion du conseil de gérance par téléphone ou vidéoconférence ou par tout autre moyen de communication similaire, ayant pour effet que toutes les personnes participant à la réunion peuvent s'entendre et se parler. La participation à la réunion par un de ces moyens équivaut à une participation en personne: à la réunion.

9.7. Les résolutions circulaires signées par tous les gérants seront: considérées comme étant valablement adoptées comme si une réunion du conseil de gérance dûment convoquée avait été tenue. Les signatures des gérants peuvent être apposées sur un document unique ou sur plusieurs copies d'une résolution identique, envoyées par lettre ou télécopie.

Art. 10. Représentation

La Société sera engagée, en toutes circonstances, vis-à-vis des tiers, par la signature conjointe d'au moins deux gérants ou par la ou les signature(s) simple ou conjointes de toute(s) personne(s) à qui de tels pouvoirs de signature ont été valablement délégués conformément à l'article 8.2. des Statuts.

Art. 11. Responsabilités des gérants

Les gérants ne contractent à raison de leur fonction aucune obligation personnelle relativement aux engagements régulièrement pris par eux au nom de la Société, dans la mesure où ces engagements sont pris en conformité avec les Statuts et les dispositions de la Loi.

IV. - Assemblée générale des associés.

Art. 12. Pouvoirs et droits de vote

12.1. Si la Société est représentée par un associé unique, cet associé exerce tous les pouvoirs qui sont attribués par la Loi à l'assemblée générale des associés.

12.2. Chaque associé possède des droits de vote proportionnels au nombre de parts sociales détenues par lui.

12.3. Tout associé pourra se faire représenter aux assemblées générales des associés de la Société en désignant par écrit que ce soit par courrier, télécopie ou tous autres moyens de communication électronique y compris par courrier électronique une autre personne comme mandataire.

Art. 13. Forme - Quorum - Majorité

13.1. Lorsque le nombre d'associés n'excède pas vingt-cinq associés, les décisions des associés pourront être prises sans assemblée par résolution circulaire dont le texte sera envoyé à chaque associé par écrit, soit en original, soit par télécopie soit tous autres moyens de communication électronique y compris le courrier électronique. Les associés exprimeront leur vote en signant la résolution circulaire. Les signatures des associés apparaîtront sur un document unique ou sur plusieurs copies d'une résolution identique, envoyées par un original ou télécopie.

13.2. Les décisions collectives ne sont valablement prises que pour autant qu'elles sont adoptées par des associés détenant plus de la moitié du capital social.

13.3. Toutefois, les résolutions prises pour la modification des Statuts ou pour la dissolution et la liquidation de la Société seront prises à la majorité des voix des associés représentant ensemble, au moins les trois quarts du capital social de la Société.

V. - Comptes annuels, Affectation des bénéfices

Art. 14. Exercice social

14.1. L'exercice social commence le premier janvier de chaque année et se termine le trente et un décembre, à l'exception de la première année qui débutera à la date de la constitution de la Société et se terminera le 31 décembre 2005.

Chaque année, à la fin de l'exercice social, les comptes de la Sociétés sont arrêtés et le conseil de gérance prépare un bilan avec l'indication des valeurs actives et passives de la Société auquel est annexé un sommaire de tous ses engagements et des dettes du/des gérants et associés à l'égard de la Société et un compte des pertes et profits.

14.2. Le bilan et le compte des profits et pertes seront soumis à l'approbation de l'Assemblée générale des associés qui devront spécialement voter pour donner décharge au conseil de gérance, et, le cas échéant, au commissaire.

Art. 15. Affectation des bénéfices

15.1. Les profits bruts de la Société repris dans les comptes annuels, après déduction des frais généraux, amortissements et charges constituent le bénéfice net de la société. Il sera prélevé cinq pour cent (5%) sur le bénéfice net annuel de la Société qui sera affecté à la réserve légale jusqu'à ce que cette réserve atteigne dix pour cent (10%) du capital social de la Société.

15.2. L'assemblée générale des associés décidera discrétionnairement de l'affectation du solde restant du bénéfice net annuel. Elle pourra en particulier attribuer ce bénéfice au paiement d'un dividende, l'affecter à la réserve ou le reporter.

VI. - Dissolution, Liquidation

Art. 16. Dissolution - Liquidation

16.1. En cas de dissolution de la Société, la liquidation sera assurée par un ou plusieurs liquidateurs, associés ou non, nommés par résolution de l'assemblée générale des associés qui fixera leurs pouvoirs et rémunération. Sauf disposition contraire prévue dans la résolution du (ou des) gérant(s) ou par la loi, les liquidateurs seront investis des pouvoirs les plus étendus qui leur sont confiés par la loi applicable pour la réalisation des actifs et le paiement des dettes de la Société.

16.2. Le boni de liquidation résultant de la réalisation des actifs et après paiement des dettes de la Société sera distribué aux associés proportionnellement au nombre de parts sociales détenues par chacun d'eux dans la Société.

VII. - Disposition générale

17. Pour tous les points non expressément prévus aux présents Statuts, il est fait référence aux dispositions légales de la Loi.

Troisième résolution

CHEYNE SPECIAL SITUATIONS FUND L.P., en sa qualité d'associé unique de la Société, décide de révoquer avec effet immédiat Monsieur Bart Zech et Monsieur Angelo Schenkers en tant que gérants de la Société.

Quatrième résolution

CHEYNE SPECIAL SITUATIONS FUND L.P., en sa qualité d'associé unique de la Société, décide de nommer les personnes suivantes en tant que gérants de la Société pour une durée indéterminée:

- Monsieur Daniele Hendry, gérant de société, né le 3 janvier 1960 à Tujetsch (Gischun) en Suisse, résident 19, Schwalbodenstrasse, CH-8832 Wollrau, Suisse,
- Monsieur Ronan Daly, gérant de société, né le 22 décembre 1966 à Londres (Grande Bretagne), résident 1, Georges Quay Plaza, Georges Quay, Dublin 2, Irlande, et
- BENELUX TRUST (LUXEMBOURG), S.à r.l, une société à responsabilité limitée de droit luxembourgeois, dont le siège social est établi à L-2636 Luxembourg, 12, rue Léon Thyès, en tant que gérants de la Société, pour une durée indéterminée.

Plus rien n'étant à l'ordre du jour, la séance est levée.

Frais

Les parties ont évalué le montant des frais, dépenses, rémunérations et charges, sous quelque forme que ce soit, qui incombent à la Société ou qui sont mis à sa charge en raison de cet acte à environ mille huit cents euros.

Le notaire soussigné, qui a personnellement connaissance de la langue anglaise, déclare que le mandataire des parties comparantes la requis de documenter le présent acte en langue anglaise, suivi d'une version française, et en cas de divergence entre le texte anglais et le texte français, le texte anglais fera foi.

Dont acte, fait et passé à Luxembourg, date qu'en tête des présentes.

Et après lecture faite et interprétation donnée au mandataire de la partie comparante, celui-ci a signé le présent acte avec le notaire.

Signé: J.-M. Delcour, H. Hellinckx.

Enregistré à Mersch, le 24 mars 2005, vol. 431, fol. 4, case 6. – Reçu 12 euros.

Le Receveur (signé): A. Muller.

Pour copie conforme, délivrée aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Mersch, le 7 juin 2005.

H. Hellinckx.

(079070.3/242/424) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 6 septembre 2005.

CHEYNE SPECIAL SITUATIONS INVESTMENTS, S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-2636 Luxembourg, 12, rue Léon Thyès.

R. C. Luxembourg B 106.589.

Statuts coordonnés déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 6 septembre 2005.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Mersch, le 7 juin 2005.

H. Hellinckx.

(079072.3/242/9) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 6 septembre 2005.

FINANCIERE HOME INVEST S.A., Société Anonyme.
Siège social: L-2330 Luxembourg, 128, boulevard de la Pétrusse.
R. C. Luxembourg B 97.329.

—
Extrait sincère et conforme du procès-verbal de l'Assemblée Générale Extraordinaire tenue à Luxembourg le 25 avril 2005 à 17:00 heures

Il résulte dudit procès-verbal que:

- L'Assemblée décide d'accepter la démission de EUROLEX MANAGEMENT S.A., Monsieur Matthijs Bogers et Monsieur Alain Noullet en tant qu'administrateurs de la Société.
- M^e Clive Godfrey, M^e Jean-Pierre Higuët et Mr. Stéphane Biver sont nommés administrateurs de la Société en remplacement des administrateurs sortants pour une période de 6 ans.
- L'Assemblée décide d'accepter la démission de EUROPEAN TRUST SERVICES (LUXEMBOURG), S.à r.l. en tant que Commissaire de la société.
- Mr. Frédéric Deflorenne est nommé Commissaire de la Société en remplacement du Commissaire sortant pour une période de 6 ans.
- L'Assemblée décide de transférer le siège social du 14, rue du Marché aux Herbes, L-1728 Luxembourg au 128, boulevard de la Pétrusse à L-2330 Luxembourg.

Luxembourg, le 13 mai 2005.

Pour FINANCIERE HOME INVEST S.A.
EUROLEX MANAGEMENT S.A.

Gérant

Représenté par A. Noullet

Administrateur-délégué

Enregistré à Luxembourg, le 18 mai 2005, réf. LSO-BE03649. – Reçu 14 euros.

Le Receveur (signé): D. Hartmann.

(077156.3/984/27) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 29 août 2005.

EUROFERTIGBAU A.G., Société Anonyme.
Siège social: L-5551 Remich, 11, route de Luxembourg.
R. C. Luxembourg B 86.311.

—
Le bilan arrêté au 31 décembre 2004, enregistré à Luxembourg, le 23 août 2005, réf. LSO-BH05722, a été déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 29 août 2005.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Ehnen, le 26 août 2005.

Pour EUROFERTIGBAU A.G.
FIDUCIAIRE ROGER LINSTER

V. Roman

(077142.3/598/13) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 29 août 2005.

SDF DIAMONDS, S.à r.l., Société à responsabilité limitée.
Siège social: L-1140 Luxembourg, 45-47, route d'Arlon.
R. C. Luxembourg B 22.872.

—
Le bilan au 31 décembre 2003, enregistré à Luxembourg, le 24 août 2005, réf. LSO-BH06156, a été déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 29 août 2005.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 29 août 2005.

Signature.

(077154.3/510/10) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 29 août 2005.

SDF DIAMONDS, S.à r.l., Société à responsabilité limitée.
Siège social: L-1140 Luxembourg, 45-47, route d'Arlon.
R. C. Luxembourg B 22.872.

—
Le bilan au 31 décembre 2004, enregistré à Luxembourg, le 24 août 2005, réf. LSO-BH06158, a été déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 29 août 2005.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 29 août 2005.

Signature.

(077147.3/510/10) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 29 août 2005.

BIS 120 S.A.H., Société Anonyme.

Siège social: L-1140 Luxembourg, 45, route d'Arlon.
R. C. Luxembourg B 23.362.

Le bilan au 31 décembre 2003, enregistré à Luxembourg, le 24 août 2005, réf. LSO-BH06155, a été déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 29 août 2005.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 29 août 2005.

Signature.

(077155.3/510/10) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 29 août 2005.

BIS 120 S.A.H., Société Anonyme.

Siège social: L-1140 Luxembourg, 45, route d'Arlon.
R. C. Luxembourg B 23.362.

Le bilan au 31 décembre 2004, enregistré à Luxembourg, le 24 août 2005, réf. LSO-BH06153, a été déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 29 août 2005.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 29 août 2005.

Signature.

(077157.3/510/10) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 29 août 2005.

L.C.C. LUXEMBOURG CATERING COMPANY, S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-5570 Remich, 53, route de Stadtbredimus.
R. C. Luxembourg B 63.351.

Le bilan arrêté au 31 décembre 2004, enregistré à Luxembourg, le 23 août 2005, réf. LSO-BH05705, a été déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 29 août 2005.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Ehnen, le 26 août 2005.

Pour L.C.C. LUXEMBOURG CATERING COMPANY, S.à r.l.

FIDUCIAIRE ROGER LINSTER

V. Roman

(077144.3/598/13) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 29 août 2005.

LaSalle INVESTMENT MANAGEMENT (LUXEMBOURG), S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-1724 Luxembourg, 35, boulevard du Prince Henri.
R. C. Luxembourg B 60.037.

Le bilan au 31 décembre 2003, enregistré à Luxembourg, le 26 août 2005, réf. LSO-BH06832, a été déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 29 août 2005.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 25 août 2005.

Signature.

(077149.3/000/11) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 29 août 2005.

CONNECTING YOU, S.à r.l., Société à responsabilité limitée, (anc. CONNECTING YOU S.A.).

Siège social: L-5570 Remich, 41, route de Stadtbredimus.
R. C. Luxembourg B 93.960.

Le bilan arrêté au 31 décembre 2004, enregistré à Luxembourg, le 23 août 2005, réf. LSO-BH05690, a été déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 29 août 2005.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Ehnen, le 26 août 2005.

Pour CONNECTING YOU, S.à r.l. (anc. CONNECTING YOU S.A.)

FIDUCIAIRE ROGER LINSTER

V. Roman

(077174.3/598/14) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 29 août 2005.

ART DENTAL, S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-1880 Luxembourg, 18, rue Pierre Krier.
R. C. Luxembourg B 67.750.

Le bilan au 31 décembre 1999, enregistré à Luxembourg, le 18 août 2005, réf. LSO-BH04873, a été déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 29 août 2005.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 24 août 2005. Signature.
(077161.3/510/10) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 29 août 2005.

ART DENTAL, S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-1880 Luxembourg, 18, rue Pierre Krier.
R. C. Luxembourg B 67.750.

Le bilan au 31 décembre 2000, enregistré à Luxembourg, le 18 août 2005, réf. LSO-BH04871, a été déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 29 août 2005.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 24 août 2005. Signature.
(077162.3/510/10) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 29 août 2005.

ART DENTAL, S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-1880 Luxembourg, 18, rue Pierre Krier.
R. C. Luxembourg B 67.750.

Le bilan au 31 décembre 2001, enregistré à Luxembourg, le 18 août 2005, réf. LSO-BH04878, a été déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 29 août 2005.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 24 août 2005. Signature.
(077160.3/510/10) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 29 août 2005.

ART DENTAL, S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-1880 Luxembourg, 18, rue Pierre Krier.
R. C. Luxembourg B 67.750.

Le bilan au 31 décembre 2002, enregistré à Luxembourg, le 18 août 2005, réf. LSO-BH04880, a été déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 29 août 2005.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 24 août 2005. Signature.
(077159.3/510/10) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 29 août 2005.

ART DENTAL, S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-1880 Luxembourg, 18, rue Pierre Krier.
R. C. Luxembourg B 67.750.

Le bilan au 31 décembre 2003, enregistré à Luxembourg, le 18 août 2005, réf. LSO-BH04846, a été déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 29 août 2005.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 24 août 2005. Signature.
(077176.3/510/10) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 29 août 2005.
